Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 108° — Numero 162

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - Venerdì, 30 giugno 1967 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10, ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI	ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
Annuo L. 17.030 - Semestrale L. 9.020 - Trimestrale L. 5.010 - Un fascicolo L. 75 - Fascicoli annate arretrate: il doppio	Annuo L. 13.530 - Semestrale L. 7.520 - Trimestrale L. 4.010 - Un fascicolo L. 65 - Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo — Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno
I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/40500 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato - Libreria dello Stato - Piazza Verdi, 10, Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero del Tesoro). Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 11 giugno 1967, n. 465.

Ratifica ed esecuzione della Convenzione concernente lo scambio di informazioni in materia di acquisto della nazionalità, firmata a Parigi il 10 settembre 1964.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione concernente lo scambio di informazioni in materia di acquisto della nazionalità, firmata a Parigi il 10 settembre 1964.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione indicata nel precedente articolo a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 7 della Convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 11 giugno 1967

SARAGAT

MORO — FANFANI — TAVIANI — REALE

Visto, *il Guardasigilli:* REALE

Convention concernant l'échange d'informations en matière d'acquisition de nationalité

La République Fédérale d'Allemagne, la République d'Autriche, le Royaume de Belgique, la République Française, le Royaume de Grèce, la République Italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la Confédération Suisse et la République Turque, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil,

Désireux de coopérer, par un échange de renseignements concernant les acquisitions de nationalité de leurs ressortissants,

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er

Chaque Etat contractant s'engage à donner communication à un autre Etat contractant des acquisitions de nationalité résultant de naturalisations, options ou réintégrations concernant les ressortissants de cet Etat.

Article 2

Cette communication est faite au moyen d'une fiche dont le modèle est annexé à la présente Convention et qui doit mentionner:

1) les nom et prénoms de l'intéressé;

2) le lieu et la date de sa naissance;

3) sa résidence actuelle et sa dernière résidence connue dans l'Etat dont il avait la nationalité;

4) le mode d'acquisition de la nationalité et la date à laquelle cette acquisition prend effet;

5) éventuellement la nature, le numéro et la date du document faisant preuve de la nationalità précédente.

Article 3

Lorsque l'acquisition de la nationalité étend de plein droit ses effets an conjoint ou aux enfants mineurs, la fiche prévue à l'article précédent doit en outre mentionner les noms, prénoms, dates et lieux de naissance de ce conjoint et de ces enfants.

Article 4

La fiche est transmise par voie directe dans les trois mois de la date à laquelle l'acquisition de nationalité prend effet.

Chaque Etat contractant, lors de la signature, de la notification ou de l'adhésion, indiquera l'autorité centrale qu'il habilite à recevoir cette transmission.

Article 5.

La présente Convention ne porte atteinte ni aux dispositions de la loi interne de chaque Etat contractant relative à la nationalité, ni aux conventions prévoyant un échange de renseignements plus complets en matière d'acquisition de nationalité.

Article 6

Les Etats contractants notifieront au Conseil Fédéral Suisse l'accomplissement des procédures requises par leur Constitution pour rendre applicable sur leur territoire la présente Convention.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera les Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification au sens de l'alinéa précédent.

Article 7

La présente Convention entrera en vigueur à compter du trentième jour suivant la date du dépôt de la deuxième notification et prendra, dès lors, effet entre les deux Etats ayant accompli cette formalité.

Pour chaque Etat signataire, accomplissant postérieurement la formalité prévue à l'article précédent, la présente Convention prendra effet à compter du trentième jour suivant la date du dépôt de sa notification.

Article 8.

Chaque Etat contractant pourra, lors de la signature, de la notification prévue à l'article 6, ou de l'adhésion, déclarer qu'il exclut des communications prévues à l'article 1er les acquisitions de nationalité résultant d'options ou de réintégrations.

Tout Etat contractant pourra retirer en tout ou en partie la réserve formulée par lui en vertu du paragraphe précédent, par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse et qui prendra effet le trentième jour après la date de sa réception.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera de cette notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Article 9

La présente Convention s'applique de plein droit sur toute l'étendue du territoire métropolitain de chaque Etat contractant.

Tout Etat contractant pourra, lors de la signature, de la notification prévue à l'article 6, de l'adhésion ou ultérieurement, déclarer par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse que les dispositions de la présente Convention seront applicables à l'un ou plusieurs de ses territoires extra-métropolitains, des Etats ou des territoires dont il assume la responsabilité internationale. Le Conseil Fédéral Suisse avisera de cette notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil. Les dispositions de la présente Convention deviendront applicables dans le ou les territoires désignés dans la notification le trentième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Tout Etat qui a fait la déclaration conformément aux dispositions de l'alinéa 2 du présent article, pourra, par la suite, déclarer à tout moment, par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse, que la présente Convention cessera d'être applicable à l'un ou plusieurs des Etats ou territoires désignés dans la déclaration.

Le Conseil Fédéral Suisse avisera de la nouvelle notification chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

La Convention cessera d'être applicable au territoire visé le trentième jour suivant la date à laquelle le Conseil Fédéral Suisse aura reçu ladite notification.

Article 10

Tout Etat membre de la Commission Internationale de l'Etat Civil ou du Conseil de l'Europe pourra adhérer à la présente Convention.

L'Etat désirant adhérer notifiera son intention par un acte qui sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse. Celui-ci avisera chacun des Etats contractants et le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de tout dépôt d'acte d'adhésion. La Convention entrera en vigueur, pour l'Etat adhérent, le trentième jour suivant la date du dépôt de l'acte d'adhésion.

Le dépôt de l'acte d'adhésion ne pourra avoir lieu qu'après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 11

La présente Convention peut être soumise à des révisions.

La proposition de révision sera introduite auprès du Conseil Fédéral Suisse qui la notifiera aux divers Etats contractants et au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Article 12

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date indiquée à l'article 7, alinéa 1er.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra, au moins six mois avant l'expiration du terme, être notifiée au Conseil Fédéral Suisse qui en donnera connaissance à tous les autres Etats contractants et au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera en vigueur pour les autres Etats Contractants.

En foi de quoi les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le 10 septembre 1964, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse et dont une copie certifiée conforme sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants et au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Pour la République d'Autriche:
(s.) Dr. Fritz SCHWIND

Pour le Royaume de Belgique:
(s.) JASPAR

Pour la République Française:

Pour le Royaume de Grèce:
(s.) A. FLOROS

Pour la République Italienne:

Le Gouvernement italien, au terme de l'article 8, déclare qu'il exclut des communications prévues à l'article 1er les acquisitions de nationalité résultant d'options ou de réintégrations.

(s.) Giuseppe Walter MACCOTTA

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:
(s.) Jean WAGNER
(s.) Henri DELVAUX

Pour le Royaume des Pays-Bas:

En ce qui concerne le Royaume des Pays-Bas, les termes « Territoire métropolitain » et « territoires extramétropolitains », utilisés dans le texte de la Convention, signifient, vu l'égalité qui existe au point de vue du droit public entre les Pays-Bas, le Surinam et les Antilles, néerlandaises, « Territoire européen » et « Territoires non-européens ».

(s.) Th. Vas SASSE VAN YSSELT

Pour la Confédération Suisse:

Pour la République Turque:
(s.) B. USAKLIGIL

Au moment de la signature de la présente Convention les délégués des Etats signataires ont déclaré que l'autorité centrale prévue à l'article 4 est:

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Pour la République d'Autriche: Ministère de l'Intérieur

Pour le Royaume de Belgique: Ministère des Affaires étrangères

Pour la République Française:

Pour le Royaume de Grèce:

Pour la République Italienne: Ministère de l'Intérieur

Pour le Grand-Duché de Luxembourg: Ministère de la Justice

Pour le Royaume des Pays-Bas: Ministère de la Justice

Pour la Confédération Suisse:

Pour la République Turque: Ministère de l'Intérieur

(*Suivent les paraphes des plénipotentiaires*)

ANNEXE

Convention concernant l'échange d'informations en matière d'acquisition de nationalité (naturalisation, option, réintégration) (1), signée à Paris le 10 septembre 1964.

Ubereinkommen über den Austausch von Einbürgerungsmitteilungen (Einbürgerung, Option, Wiedereinbürgerung) (1). Vom 10. September 1964.

Convenzione concernente lo scambio di informazioni in materia di cittadinanza (naturalizzazione, opzione, riacquisto) (1), firmata a Parigi il 10 settembre 1964.

Overeenkomst inzake uitwisseling van gegevens over verkrijging van nationaliteit (naturalisatie, optie, herkrijging) (1), getekende te Parijs op 10 september 1964.

Vatandaslik Kazanllmasi (vatandaliga alinma, seçme, tekrar alinma) (1) mevzuunda bilgi teatisine dair Paris' te 10 Eylûl 1964 tarihinde imzalanan anlasma.

1. *a*) Nom avant l'acquisition
Name vor dem Erwerb
Cognome prima dell'acquisto
Kazanmadan önceki soyadi

b) Nom après l'acquisition
Name nach dem Erwerb
Cognome dopo l'acquisto
Naam na de verkrijging
Kazanmadan sonraki soyadi

2. *a*) Prénoms avant l'acquisition
Vornamen vor dem Erwerb
Nomi prima dell'acquisto
Voornamen vóór de verkrijging
Kazanmadan önceki adi

b) Prénoms après l'acquisition
Vornamen nach dem Erwerb
Nomi dopo l'acquisto
Voornamen na de verkrijging
Kazanmadan sonraki adi

3. Lieu et date de naissance
Geburtsort und Geburtsdatum
Luogo e data di nascita
Plaats en datum van geboorte
Dogum yeri ve tahiri

4. Résidence actuelle (Nom de l'Etat et de la Commune)
Derzeitiger Aufenthaltsort (Name des Staates und der Gemeinde)
Residenza attuale (Nome dello Stato e del Comune)
Tegenwoordige verblijfplaats (Naam van het land en van de gemeente)
Oturduğu yer (Devlet ve il aid)

5. Dernière résidence connue dans l'Etat dont l'intéressé avait la nationalité
Letzter bekannter Aufenthaltsort in dem Staat, dessen Staatsangehörigkeit der Genannte besass
Ultima residenza conosciuta nello Stato del quale l'interessato possedeva la cittadinanza
Laatst bekende verblijplaats in het land waarvan de betrokkene de nationaliteitbezat
Ilgilinin Vatandasligini tasidiği Devlette en son oturduğu bilinen yer

6. *a*) Nationalité acquise
Erworbene Staatsangehörigkeit
Cittadinanza acquisita
Verkregen nationaliteit
Kazanilan Vatandaslik

b) Nature de l'acte
Art der Urkunde
Natura dell'atto
Aard van het document
Islemin mahiyeti

c) Date et numéro de l'acte
Datum und Nummer der Urkunde
Data e numero dell'atto
Datum en nummer van het document
Islemin tarih ve numarasi

d) Date à laquelle l'acquisition prend effet
Datum an dem der Erwerb in Kraft tritt
Data a decorrere dalla quale l'acquisto diviene efficace
Datum waarop de verkrijging ingaat
Kazanmayi hükme bağliyan tarih

e) Eventuellement nature, numéro et date du document faisant preuve de la nationalité précédente
Gegebenenfalls Art, Nummer und Datum der die frühere Staatsangehörigkeit deweisenden Urkunde
Eventualmente natura, numero e data del documento che comprova la cittadinanza precedente
Eventueel aard, nummer en datum van het bewijsstuk van de vorige nationaliteit önceki Vatandasligini belirten belgenin mahiyeti, tarih ve numarası

7. Epouse à laquelle s'étend l'acquisition
Ehegatte, auf den sich der Erwerb erstreckt
Coniuge cui l'acquisto estende i suoi effetti
Echtgenote, tot wie de verkrijging zich aitstrekt
Kazanmada dahil olan es

a) nom (de jeune fille)
Name (bei Ehefrauen auch Mädchenname)
Cognome (da nubile)
Naam (meisjesnaam)
Soyadi

b) Prénoms
Vornamen
Nomi
Voornamen
Adi

c) Lieu de naissance
Geburtsort
Luogo di nascita
Plaats van geboorte
Doğum yeri

d) Date de naissance
Geburtsdatum
Data di nascita
Datum ban geboorte
Doğum tarihi

8. Enfants mineurs connus auxquels s'étend l'acquisition
Minderjährige Kinder, soweit bek bekannt, auf die sich der Erwerb esstreckt
Figli minori conosciuti ai quali l'acquisto estende i suoi effetti:
Minderjarige kinderen, voor zover bekend, tot wie de verkrijging zich uitstrekt
Kazanmayi dahil, bilinen küçük çocuklar

Nom Name Cognome Naam Soyadi	Prénoms Vornamen Nomi Voorname Adi	Lieu de naissance Geburtsort Luogo di nascita Plaats van geboorte Dogum yeri	Date de naissance Geburtsdatum Date di nascita Datum van geboorte Dogum tarihi
a	a	a	a
b	b	b	b
c	c	c	c
d	d	d	d
e	e	e	e
f	f	f	f
g	g	g	g
h	h	h	h

9. Observations
Bemerkungen
Osservazioni
Opmerkingen
Mülahazalar

. . . . le . . . .
den
li
di
de

Sceau officiel
Dienstsiegel
Timbro ufficiale
Zegel
Resmi Mühür

Signature (Fonction du signataire)
Unterschrift (Dienstsellung)
Firma (Qualifica del firmatario)
Handtekening (Functie van de ondertekenaar)
Imza (Görevi)

(1) Biffer les mentions inutiles.
Nichtzutreffendes ist zu streichen.
Cancellare le menzioni inutili.
Doorhalen hetgeen nit van toepassing is.
Lüzunsuz, erhler çizilecektir.

Les renseignements sont écrits en caractères latins, les dates en chiffres arabes, les mois sont représentés par un chiffre d'après leur rang dans l'année.

Die Angaben sind in lateinischen Buchstaben, die Daten in arabischen Ziffern zu schreiben, die Monate sind gemäss ihrer Reihenfolge im Jahresablauf durch eine Ziffer zu bezeichnen.

Le notizie sono scritte in caratteri latini, le date in cifre arabe, i mesi sono rappresentati da una cifra secondo il loro ordine nell'anno.

De inlichtingen worden in latijnse letters, de data in arabische cijfers geschreven, de maanden werden aangeduid door een cijfer naar hun plaats in het jaar.

Bilgiler Latin harflerile, tarihler arap rakamlarile ve aylar yil içindeki siralarina göre rakamla gösterilir.

(*Suivent les paraphes et signatures des plénipotentiaires*)

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
FANFANI

DECRETO-LEGGE 26 giugno 1967, n. **466**.

Proroga degli adempimenti previsti dall'art. 6-bis del decreto-legge 9 novembre 1966, n. 914, convertito, con modificazioni, nella legge 23 dicembre 1966, n. 1141, recante provvidenze in favore delle popolazioni dei Comuni colpiti dalle alluvioni e mareggiate dell'autunno 1966.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 77, comma secondo, della Costituzione;

Ritenuta la straordinaria necessità e l'urgenza di disporre la proroga di alcune provvidenze previste in favore delle popolazioni dei Comuni colpiti dalle alluvioni e mareggiate dell'autunno 1966;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per le finanze, di concerto con i Ministri per l'interno e per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

Agli Enti locali che entro il 30 giugno 1967 non hanno effettuato gli adempimenti previsti dall'art. 6-*bis* del decreto-legge 9 novembre 1966, n. 914, convertito, con modificazioni, nella legge 23 dicembre 1966, n. 1141, è data facoltà di provvedervi entro il 31 dicembre 1967.

Art. 2.

Per le partite che verranno revisionate entro il più ampio termine di cui al precedente articolo, la riscossione dovrà essere effettuata a decorrere dalla rata di febbraio 1968, con le modalità previste dall'art. 7 del decreto-legge 9 novembre 1966, n. 914, convertito, con modificazioni, nella legge 23 dicembre 1966, n. 1141.

Art. 3.

Il presente decreto entrerà in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* e sarà presentato alle Camere per la conversione in legge.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 26 giugno 1967

SARAGAT

MORO — PRETI — TAVIANI — COLOMBO

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 28 giugno 1967
Atti del Governo, registro n. 211, foglio n. 168. — GRECO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 22 febbraio 1967, n. **467**.

Approvazione dell'elenco dei beni patrimoniali disponibili trasferiti dallo Stato alla Regione autonoma della Sicilia.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 33 dello Statuto della Regione siciliana approvato con decreto legislativo 15 maggio 1946, numero 455, convertito in legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 2;

Visti gli articoli 4 e 5 del decreto presidenziale 1° dicembre 1961, n. 1825;

Visto l'elenco dei beni patrimoniali disponibili, esistenti nel territorio della Sicilia alla data di entrata in vigore dello Statuto della Regione autonoma della Sicilia, compilato dal Ministero delle finanze d'intesa con il Ministero del tesoro;

Sulla proposta del Ministro per le finanze, di concerto con il Ministro per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

E' approvato l'unito elenco dei beni patrimoniali disponibili dello Stato, esistenti nel territorio della Sicilia alla data di entrata in vigore del decreto legislativo 15 maggio 1946, n. 455, che vengono trasferiti dal patrimonio disponibile dello Stato a quello della Regione autonoma della Sicilia, con tutti gli oneri e pesi inerenti, le servitù attive e passive, sia apparenti che non apparenti, dalla data del presente decreto.

Art. 2.

Entro un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto si procederà alla formale consegna dei beni di cui all'art. 1 mediante appositi verbali da redigersi dagli Uffici tecnici erariali di Agrigento, Caltanissetta, Catania, Enna, Messina, Palermo, Ragusa, Siracusa e Trapani.

Esemplari dei verbali di cui sopra dovranno essere rimessi, sottoscritti da tutti gli intervenuti, al Ministero delle finanze - Direzione generale del demanio - alla Giunta regionale e alle Intendenze di finanza interessate. Altra copia sarà trattenuta dai predetti Uffici tecnici erariali.

Successivamente le Intendenze di finanza di Agrigento, Caltanissetta, Catania, Enna, Messina, Palermo, Ragusa, Siracusa e Trapani provvederanno a rimettere al Presidente della Giunta regionale i documenti relativi ai beni trasferiti.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 22 febbraio 1967

SARAGAT

PRETI — COLOMBO

Visto, *il Guardasigilli*: REALE
Registrato alla Corte dei conti, addì 13 giugno 1967
Atti del Governo, registro n. 211, foglio n. 114. — GRECO

Elenco dei beni patrimoniali disponibili, esistenti nel territorio della Sicilia, che vengono trasferiti dallo Stato alla Regione siciliana ai sensi dell'art. 33 - primo comma - dello Statuto siciliano

Numero d'ordine	Numero scheda	DENOMINAZIONE	Località	Dati catastali	Superficie o numero vani
		PROVINCIA DI AGRIGENTO			
1	31	Ex cantiere per i lavori del Porto (S.U.Z.)	Porto Empedocle, via Lincoln sulla spiaggia	fg. 25 - mappa n. 635, 644	mq. 3030
2	61	Fondo Edera, terreno	S. Giovanni Gemini	fg. 17 - part. 8, 9, 10, 11, 12	ett. 139.38.90
3	62	Fondo con sottosuolo zolfifero esaurito e con soprassuolo improduttivo perchè coperto di crosticci e ginestri	Racalmuto, miniera Pernice S. Francesco in contrada Pernice	art. 9669 sez. n. 893/2	ett. 0.38.50
4	64	Quota n. 24 delle terre denominate Firrio il Grande (seminativo di 5ª classe)	Grotte, terreno in località Firrio il Grande	art. 2821 - mappa 1 p. 97	ett. 4.83.50
5	65	Quota n. 47 e 48 delle terre denominate Firrio il Grande (seminativo di 4ª classe)	Id.	art. 2821 - mappa 2 p. 4	ett. 12.92.12
6	66	Terre dette della Polcheria (incolte produttive di 2ª classe e pascolo di 1° classe)	Id.	art. 2821 - mappa 2 p. 2 e 3	ett. 0,25.50 (2° cl.) ett. 6.75.40 (1° cl.)
7	67	Quota n. 45 e 46 dell'ex fondo Firrio il Grande (seminativo di 4ª classe)	Id.	art. 2821 - mappa 2 p. 4	ett. 14.11.88
8	92	Fabbricato (palazzo già sede Cattedra ambulante di agricoltura)	Agrigento, viale delle Vittorie, n. 3-5	partita 21129	piano T.I. e II, vani 14 più accessori e due terrazzi
9	95	Fabbricato diruto ex Caserma Guardia di finanza	Licata, contrada S. Nicola	art. 1150	mq. 630
		PROVINCIA DI CALTANISSETTA			
10	26	Terreno	Milena, località Perito	fg. 1 - mappa n. 46	ett. 10.70.70
11	28	Fondo rustico « ex fondo Marchesa » (seminativo di 4ª classe)	Bompensiere, piana della Signora	fg. 14 e 17 - mappale 34 e 15	Ha 3.33.80
12	49	Terreno	Butera, contrada Aguglia	fg. 169 - mappa n. 101	ett. 0.42.90
13	71	Vani a piano terra con cucinetta e ripostiglio	Butera, via Tumminelli, 5	mappa n. 391/1 già n. 1245/1	vani 1
		PROVINCIA DI CATANIA			
14	38	Tenuta Ambelia (terreni e fabbricati)	Militello, località Ambelia	fg. 50 - part. n. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 16, 17, 25, 32, 33, 37, 38 e fg. 37 particella 26	Ha. 45.98.50
15	39	Tenuta Ambelia, fabbricato	Id.	fg. 50 - partic. n. 8, 11, 14	Ha. 2.42.30
16	40	Tenuta Raggio Tremonti	Paternò	pag. 1269 - fg. 64 n. 13, 14, 15 - fg. 87 n. 7 e 56	ett. 114.42.08
17	85	Spezzone di terreno lavico incolto sterile	Castiglione, contrada S. Nicola	fg. 15 - partic. n. 231	are 98.40

PROVINCIA DI ENNA

Numero d'ordine	Numero scheda	DENOMINAZIONE	Località	Dati catastali	Superficie o numero vani
18	17	Seminativo arborato, terreno	Leonforte, contrada Pianetti	mappa 32 - part. 35, 36, 40 e 34	ett. 0.52.65
19	18	Terreno seminativo arborato	Id.	mappa 32, n. 63-A	ett. 0.06.80
20	27	Porzione di fabbricato diruto con area fabbricabile	Nicosia, tra il vicolo S. Nicolella e la strada a confine e soprastante al cortile Damiano	fg. 82 alleg. B n. 2686 sub 2	ett. 0.00.51
21	29	Fabbricato	Valguarnera	fg. 11/B partic. 926	mq. 76,50
22	32	Terreno seminativo e pascolo scadente	Centuripe Caprara Affucamuli	fg. 37 - mappa n. 11	ett. 0.19.86
23	33	Id.	Centuripe, Guardia	fg. 73 - mappa n. 8	ett. 1.01.23
24	38	Terreno seminativo di 3ª classe . . .	Leonforte Faccialavata	fg. 46 - part. 14, 203, 204	part. 14=ett. 0.04.04 part. 203=ett. 0.03.23 part. 204=ett. 0.00.25
25	43	Bosco ceduo	Aidone, contrada Ferrante	fg. 84 - part. 59	are 25.30
26	45	Terreno seminativo di 3ª classe . . .	Piazza Armerina, loc. Scarante	fg. 122 - mappa 236	ett. 0.02.90
27	46	Id.	Id.	fg. 122 - mappa 203	ett. 0.18.20
28	47	Terreno, pascolo di 1ª classe	Piazza Armerina, contrada Fontanella	fg. 122 - mappa 32	ett. 0.02.30
29	48	Terreno di 2ª classe orto irriguo . .	Id.	fg. 122 - mappa 33	ett. 0.06.50
30	49	Terreno di 2ª classe e porzione di fabbricato rurale	Piazza Armerina, contrada Candilia	fg. 119 - mappa 50 e 47/1	are 37.50 + 120
31	50	Terreno seminativo di 3ª classe . . .	Piazza Armerina, contrada Scarante	fg. 122 - mappa 204	ett. 0.05.70
32	51	Terreno di 3ª classe	Piazza Armerina, contrada Candilia	fg. 119 - mappa 206	ett. 0.35.80
33	52	Terreno seminativo di 3ª classe . . .	Piazza Armerina, contrada Scarante	fg. 122 - mappa 197	ett. 0.06.20
34	92	Terreno pascolo di 2ª classe	Nissoria	fg. 14 - part. n. 24 e 99	ett. 2.85.34
35	93	Terreno seminativo di 3ª classe . . .	Enna, contrada Salerno	fg. 79 - mappa 114	ett. 0.12.70
36	94	Terreno incolto sterile	Nicosia, S. Pietro Martire	fg. 80 - mappa 62	ett. 0.79.30
37	95	Terreno incolto sterile	Nicosia, contrada Salato	fg. 86 - mappa 1	ett. 0.34.06
38	96	Id.	Nicosia, contrada Costa Martinazza	fg. 84 - mappa 94	ett. 0.37.07
39	97	Id.	Nicosia, contrada S. Pesile	fg. 36 - mappa 281	ett. 0.89.52
40	98	Fabbricato in Grotta	Nicosia, vicolo S. Nicolella	fg. 82 - all. B - mappa 2597	vani 1, mq. 32
41	99	Fabbricato in Grotta distrutto	Nicosia, via Chiasso del Giglio	fg. 82 - all. B. - mappa 3239	vani 1, mq. 42
42	100	Fabbricato distrutto via Mamma e Figlia	Nicosia, via Mamma e Figlia	fg. 82 - all. A - mappa 2103	vani 1, mq. 75
43	125	Terreno	Leonforte, contrada « Manca Zafferana »	fg. 20 - partic. 225	Ha. 0.11.10
44	126	Id.	Leonforte, contrada « Nuovo Tumminello »	fg. 42 - partic. 300	mq. 240
45	127	Id.	Leonforte, contrada « Centro Urbano », via Pentolaro	fg. 44 - partic. 1783	mq. 22
46	128	Id.	Leonforte, contrada «Tumminella »	fg. 42 - part. 136	Ha. 0.05.16
47	129	Id.	Leonforte, contrada « Manca Zafferana »	fg. 20 - part. 224, 226	Ha 0.03.23

Numero d'ordine	Numero scheda	DENOMINAZIONE	Località	Dati catastali	Superficie o numero vani
48	130	Terreno	Leonforte, contrada « Faccialavata »	fg. 46 - part. 2	Ha 0.01.30
49	131	Id.	Assoro, contrada « Ressa Ara »	fg. 44 - part. 83	Ha 0.07.49
50	132	Id.	Id.	fg. 44 - part. 76, 124	Ha 0.49.49

PROVINCIA DI MESSINA

Numero d'ordine	Numero scheda	DENOMINAZIONE	Località	Dati catastali	Superficie o numero vani
51	7	Relitto d'alveo torrente Mela	Barcellona, da passo Carniccia fino alla linea posta a 100 metri prima del passo Farnè	fg. 5 - partic. 29 ½, 33 ½	mq. 3000 (circa)
52	13	Relitto di terreno	Messina, Forte Petrazza (relitto stradale)	fg. 119	mq. 2.038
53	14	Area edificabile	Messina, contrada Ruina, villaggio Galati M.	fg. 177 - partic. lett. C) (parte)	mq. 448,50
54	15	Terreno ex Forte Antennammare . . .	Messina, ex Forte Antennammare	fg. 134 - mappa A-B-C	mq. 103.432
55	19	Arenile	Messina, Spiaggia di Mili	fg. 169 - part. 371 (parte)	mq. 2.088
56	35	Arenile, zona *A*, lotti dal n. 25 al 36	Gioiosa Marea, spiaggia S. Giorgio	art. 1254, fg. 12 - mappa 219	mq. 842
57	36	Arenile	Patti, contrada Plaia	fg. 9 - mappa 143, 144, 145	mq. 6.611
58	37	Id.	Id.	fg. 9	mq. 2.745
59	56	Area sopravanzata alla costruzione di case economiche in Spadafora	Spadafora, frazione Venetico Bagni	fg. 2 - partic. 239	mq. 1.003
60	58	Arenile - lotto n. 2	Brolo, località Malpertuso	art. 1917 - sez. B n. 673-*bis* 1/1 fg. 1 part. 2-D	mq. 5.830
61	59	Id. 3	Id.	art. 1917 - sez. B n.. 673-*bis* fg. 1 partic. 2-C	mq. 5.770
62	60	Id. 4	Id.	sez. B - n. 673-*bis* 3 fg. 1 part. 2-B	mq. 5.920
63	61	Id. 8	Id.	part. 7, 1 (parte) 8 (parte) 103 (parte)	mq. 1.950
64	70	Id. 24	Brolo, contrada Nimica	sez. B - n. 673-*bis* 13 fg. 1 part. 18-B	mq. 3.885
65	73	Id. 30	Brolo, contrada Scaro	sez. B n. 730-*bis*/2 fg. 3 part. 14 e 15	mq. 947
66	75	Id. 37	Brolo, contrada Saia	sez. B n. 730-*bis* 4 fg. 3 part. 31	mq. 2.755
67	78	Arenile - lotto n. 40	Brolo, contrada Iannello	sez. A n. 813/*bis* 2 fg. 3 part. 38-B	mq. 390
68	82	Aree edificabili costituenti 48 isolati .	S. Fratello, contrada Acquedolci	fg. 1, 2, 6, 8 mappe da 11 a 19	mq. 12.227
69	84	Alveo torrente Savoca	Furci Siculo	sez. C n. 823/*bis* fg. 6 part. 7351/2	mq. 250.381
70	88	Relitto di alveo torrente Mela	Merì, ponte provinciale fino a P. Camicia	fg. 1 e 2 sez. 1ª A mappa n. 17, 43, 104, 409, 411, 412, 413, 414, 415, 1	mq. 10.500
71	262	Arenile	Messina, spiaggia Faro Tono	sez. T n. 1572/*bis*	mq. 5.000
72	294	Terreno seminativo	S. Marco d'Alunzio, contrada Calamita	fg. 34 - part. 323	Are 20.86
73	313	Relitto di terreno a Monte strada militare Mangialupi	Messina, contrada Mangialupi	fg. 141 - parte della lett. a)	mq. 210

Numero d'ordine	Numero scheda	DENOMINAZIONE	Località	Dati catastali	Superficie o numero vani
74	315	Area di risulta della distrutta Chiesa di S. Giacomo	Scaletta, località Itala	fg. 13 - part. B)	mq. 56
75	326	Arenile	Capo d'Orlando confinante con la spiaggia	fg. 1 - part. 48	mq. 10.789
76	331	Arenile - lotto n. 1	Capo d'Orlando contr. Mutallica o Malvicini	sez. H - 132/1	mq. 9.363
77	332	Id. 2	Capo d'Orlando contrada Malvicini	sez. H - 132/2	mq. 18.167
78	333	Id. 3	Id.	sez. H - 132/3	mq. 10.394
79	334	Id. 4	Id.	sez. H - 132/4	mq. 4.356
80	336	Id. 6-*b*	Id.	sez. H - 132/6	mq. 1.163
81	337	Id. 7-*a* - 7-*b*	Id.	sez. H - 132/7-132/8	mq. 385 + 425
82	338	Id. 8-*a* - 8-*b*	Id.	sez. H - 132/9-132/10	mq. 353 + 305
83	339	Id. 9-*a* - 9-*b*	Id.	sez. H - 132/11-132/12	mq. 330 + 270
84	340	Id. 10-*a* - 10-*b*	Id.	sez. H - 132/13-132/14	mq. 358 + 276
85	341	Id. 11-*a* - 11-*b*	Id.	sez. H - 132/15-132/16	mq. 314 + 280
86	342	Id. 12-*a* - 12-*b*	Id.	sez. H - 132/17-132/18	mq. 362 + 325
87	343	Id. 13-*a* - 13-*b*	Id.	sez. H - 132/19-132/20	mq. 526 + 430
88	344	Id. 14-*a* - 14-*b*	Capo d'Orlando, Sangari e Vina	sez. H - 132/21-132/22	mq. 590 + 495
89	345	Id. 15-*a* - 15-*b*	Id.	sez. H - 132/23-132/24	mq. 1160 + 1020
90	346	Id. 16-*a* - 16-*b*	Id.	sez. H - 132/25-132/26	mq. 540 + 380
91	347	Id. 17-*a* - 17-*b*	Id.	sez. H - 132/27-132/28	mq. 1370 + 940
92	348	Id. 18-*a* - 18-*b*	Id.	sez. H - 132/29-132/30	mq. 325 + 255
93	349	Id. 19-*a* - 19-*b*	Id.	sez. H - 132/31-132/32	mq. 860 + 750
94	350	Id. 20-*a* - 20-*b*	Id.	sez. H - 132/33-132/34	mq. 712 + 565
95	351	Id. 21-*a* - 21-*b*	Id.	sez. H - 132/35-132/36	mq. 470 + 490
96	352	Id. 22-*a* - 22-*b*	Id.	sez. H - 132/37-132/38	mq. 485 + 380
97	353	Id. 23-*a* - 23-*b*	Id.	sez. H - 132/39-132/40	mq. 3115 + 3030
98	354	Id. 24-*a* - 24-*b*	Id.	sez. H - 132/41-132/42	mq. 6450 + 6400
99	355	Id. 29-*a* - 29-*b*	Id.	sez. H - 132/43-132/44	mq. 595 + 470
100	356	Id. 30-*a* - 30-*b*	Id.	sez. H - 132/45-132/46	mq. 290 + 335
101	357	Id. 31-*a* - 31-*b*	Id.	sez. H - 132/47-132/48	mq. 140 + 225
102	358	Id. 33-*a* - 33-*b*	Id.	sez. H - 132/49-132/50	mq. 90 + 190
103	359	Id. 34-*a* - 34-*b*	Id.	sez. H - 132/51-132/52	mq. 1075 + 8140
104	360	Id. 35-*a* - 35-*b*	Id.	sez. H - 132/53-132/54	mq. 375 + 405
105	361	Id. 36-*a* - 36-*b*	Id.	sez. H - 132/55-132/56	mq. 670 + 500
106	362	Id. 37-*a* - 37-*b*	Id.	sez. H - 132/57-132/58	mq. 250 + 215
107	363	Id. 38-*a* - 38-*b*	Id.	sez. H - 132/59-1 132/59-2	mq. 315 + 280
108	364	Id. 39-*a* - 39-*b*	Id.	sez. H - 132/60-1 132/60-2	mq. 1200 + 2000
109	365	Id. 40-*a* - 40-*b*	Id.	sez. H - 132/61-1 132/61-2	mq. 194 + 490
110	366	Id. 41-*a* - 41-*b*	Id.	sez. H - 132/62-1 132/62-2	mq. 262 + 564
111	367	Id. 42-*a* - 42-*b*	Id.	sez. H - 132/63-1 132/63-2	mq. 135 + 285
112	368	Id. 43-*a* - 43-*b*	Id.	sez. H - 132/64-1 132/64-2	mq. 1130 + 2350
113	369	Id. 44-*a* - 44-*b*	Id.	sez. H - 132/65-1 132/67	mq. 310 + 440
114	370	Id. 45-*a* - 45-*b*	Id.	sez. H - 132/68-132/69	mq. 377 + 512

Numero d'ordine	Numero scheda	DENOMINAZIONE	Località	Dati catastali	Superficie o numero vani
115	371	Arenile - lotto n. 46-*a* - 46-*b* 46-*c* - 46-*d*	Capo d'Orlando, Sangari e Vina	sez. H - 132/70-132/71 sez. H - 132/72-132/73	mq. 161 + 229 + 407 + 425
116	372	Id. 47-*a* - 47-*b*	Id.	sez. H - 132/74-132/75	mq. 454 + 298
117	373	Id. 48-*a*-1 - 48-*a*-2	Id.	sez. H - 132/76-132/77	mq. 869 + 967
118	374	Id. 48-*b*-1 - 48-*b*-2	Id.	sez. H - 132/88-132/89	mq. 802 + 809
119	375	Id. 48-*c*-1 - 48-*c*-2	Id.	sez. H - 132/78-132/79	mq. 2929 + 2245
120	376	Id. 48-*d*-1 - 48-*d*-2	Id.	sez. H - 132/80-132/81	mq. 1258 + 953
121	377	Id. 49-*a* - 49-*b*	Id.	sez. H - 132/82-132/83	mq. 1040 + 439
122	378	Id. 50-*a* - 50-*b*	Id.	sez. H - 132/84-132/85	mq. 1080 + 552
123	379	Id. 51-*a* - 51-*b*	Id.	sez. H - 132/90-132/91	mq. 1950 + 927
124	380	Id. 52-*a* - 52-*b*	Id.	sez. H - 132/86-132/87	mq. 802 + 367
125	381	Id. 53-*a* - 53-*b*	Id.	sez. H - 132/92-132/93	mq. 313 + 101
126	382	Id. 54-*a* - 54-*b*	Id.	sez. H - 132/94-132/95	mq. 525 + 141
127	383	Id. 55-*a* - 55-*b*	Id.	sez. H - 132/96-132/97	mq. 634 + 182
128	384	Id. 62	Capo d'Orlando, contrada Forno	sez. H - 290/3	mq. 643
129	385	Id. 63	Id.	sez. H - 290/4	mq. 287
130	386	Id. 64	Capo d'Orlando, contrada Vina	sez. H - 290/5	mq. 346
131	387	Id. 68-*a* - 68-*b*	Id.	sez. H - 290/6-290/7	mq. 732 + 198
132	388	Id. 69-*a* - 69-*b*	Capo d'Orlando, contrada Forno	sez. H - 290/8-1 290/8-2	mq. 443 + 226
133	389	Id. 70-*a* - 70-*b*	Id.	sez. H - 290/9-290/10	mq. 489 + 248
134	390	Id. 76-*a* - 76-*b*	Id.	sez. H - 290/11-290/12	mq. 440 + 174
135	392	Id. 80-*a* - 80-*b*	Id.	sez. H - 290/15-290/16	mq. 250 + 398
136	393	Id. 88-*a* - 88-*b*	Id.	sez. H - 290/17-290/18	mq. 473 + 1444
137	394	Id. 90-*a* - 90-*b*	Id.	sez. H - 290/19-290/20	mq. 140 + 612
138	395	Id. 94-*a* - 94-*b*	Id.	sez. H - 290/21-290/22	mq. 84 + 525
139	396	Id. 95-*a* - 95-*b*	Id.	sez. H - 290/23-290/24	mq. 354 + 2140
140	397	Id. 96-*a* - 96-*b*	Id.	sez. H - 290/25-290/26	mq. 460 + 2676
141	398	Id. 97-*a* - 97-*b*	Id.	sez. H - 290/27-290/28	mq. 135 + 407
142	399	Id. 98-*a* - 98-*b*	Capo d'Orlando, contrada Forno o S. Lucia	sez. H - 352/1-352/2	mq. 293 + 823
143	400	Id. 99-*a* - 99-*b*	Id.	sez. H - 352/3-352/4	mq. 557 + 1793
144	401	Id. 103-*a* - 103-*b*	Id.	sez. H - 352/5-1 352/5-2	mq. 248 + 1010
145	402	Id. 104-*a* - 104-*b*	Id.	sez. H - 352/6-352/7	mq. 74 + 345
146	403	Id. 105-*a* - 105-*b*	Id.	sez. H - 352/8-352/9	mq. 164 + 790
147	404	Id. 106-*a* - 106-*b*	Id.	sez. H - 352/10-352/11	mq. 165 + 731
148	405	Id. 107-*a* - 107-*b*	Id.	sez. H - 352/12-352/13	mq. 223 + 940
149	406	Id. 108-*a* - 108-*b*	Id.	sez. H - 352/14-1 352/14-2	mq. 137 + 487
150	407	Id. 109-*a* - 109-*b*	Id.	sez. H - 352/15-1 352/15-2	mq. 133 + 555
151	408	Id. 110-*a* - 110-*b*	Id.	sez. H - 352/17-352/18	mq. 140 + 603
152	409	Id. 111-*a* - 111-*b*	Id.	sez. H - 352/19-352/20	mq. 510 + 2481
153	410	Id. 112-*a* - 112-*b*	Id.	sez. H - 352/21-352/22	mq. 730 + 3194
154	412	Id. 124-*b*	Id.	sez. H - 352/25	mq. 790
155	413	Id. 125-*b*	Id.	sez. H - 352/26	mq. 490 + 250
156	414	Id. 126-*b*	Id.	sez. H - 352/27	mq. 400 + 160
157	417	Id. 132-*b*	Capo d'Orlando, contrada S. Lucia o Trazzera	sez. H - 352/33	mq. 20

Numero d'ordine	Numero scheda	DENOMINAZIONE	Località	Dati catastali	Superficie o numero vani
158	418	Arenile - lotto n. 133-*b*	Capo d'Orlando, contrada S. Lucia o Trazzera	sez. H - 352/34	mq. 22
159	419	Id. 134-*b*	Id.	sez. H - 352/35	mq. 30
160	420	Id. 135-*b*	Id.	sez. H - 352/36	mq. 37
161	421	Id. 136-*b*	Id.	sez. H - 352/37	mq. 56
162	422	Id. 137-*b*	Id.	sez. H - 352/38	mq. 553
163	423	Id. 138-*a* - 138-*b*	Id.	sez H - 352/39-352/40	mq. 28 + 900
164	424	Id. 139	Capo d'Orlando, contrada Muscole o Fornace	sez. H - 461/3	mq. 278
165	425	Id. 140	Id.	sez. H - 461/4	mq. 293
166	426	Id. 141	Id.	sez. H - 461/5	mq. 293
167	427	Id. 142	Id.	sez. H - 461/6	mq. 307
168	428	Id. 143	Id.	sez. H - 461/7	mq. 365
169	429	Id. 145	Id.	sez. H - 461/8	mq. 364
170	430	Id. 146	Id.	sez. H - 461/9	mq. 1515
171	431	Id. 147	Id.	sez. H - 461/10	mq. 82
172	432	Id. 148	Id.	sez. H - 461/11	mq. 170
173	433	Id. 149	Id.	sez. H - 461/12	mq. 820
174	434	Id. 153	Id.	sez. H - 461/13	mq. 73
175	435	Id. 154	Id.	sez. H - 461/14	mq. 74
176	436	Id. 156	Id.	sez. H - 461/15	mq. 90
177	437	Id. 159	Id.	sez. H - 461/16	mq. 91
178	438	Id. 160	Id.	sez. H - 461/17	mq. 293
179	439	Id. 161	Id.	sez. H - 461/18	mq. 80
180	440	Id. 163	Id.	sez. H - 461/19	mq. 13
181	441	Id. 164	Id.	sez. H - 461/20	mq. 59
182	442	Id. 165	Capo d'Orlando, Saint Bon	sez. H - 461/21	mq. 348
183	443	Id. 166-167	Capo d'Orlando, via C. Colombo e via Duca di Genova	sez. H - 461/22-461/23	mq. 150,70 + 26?
184	445	Id. parte 58-*a* . . . . . . Id. parte 58-*b*	Capo d'Orlando, contrada Vina o Forno	non catastato	mq. 138 + 62
185	447	Id. 71-*b*	Id.	id.	mq. 72
186	448	Id. 77-*a*	Id.	id.	mq. 57
187	449	Id. 79-*b*	Id.	id.	mq. 193
188	450	Ex tranvia Granatari Barcellona . .	Messina	fg. 9 - mappa n. 2	mq. 1410
189	451	Id.	Id.	fg. 9 - mappa n. 1	mq. 3670
190	452	Id.	Id.	fg. 2 - mappa n. 202/8	mq. 267
191	453	Id.	Id.	fg. 2 - mappa n. 428	mq. 13.940
192	454	Id.	Id.	fg. 1 - mappa n. 519, 478	mq. 2460
193	455	Id.	Id.	fg. 5 - mappa n. 287	mq. 830
194	456	Id.	Id.	fg. 63 - mappa n. 214, 215	mq. 2300
195	457	Id.	Id.	fg. 1 - part. 119	mq. 5330
196	459	Ex Casa cantoniera, fabbricato e terreno annesso	Messina, ponte Salice	fg. 1 - mappa n. 487	mq. 71 e vani 2 e cucina
197	460	Fabbricato e terreno annesso . . .	Messina, Spartà	Tavola n. 13 numero d'ord. 63 fg. 1 - magga 487	mq. 387,74 e vani 2
198	463	Terreno ex tranvia Granatari Barcellona	Messina	fg. 2 - mappa n. 209	mq. 860

Numero d'ordine	Numero scheda	DENOMINAZIONE	Località	Dati catastali	Superficie o numero vani
199	464	Terreno	Messina, contrada Rocca	fg. 2 - mappa n. 86	mq. 660
200	465	Terreno relitto ex tranvia	Messina, contrada Ponte Gallo	fg. 63 - mappa n. 214, 215	mq. 2300
201	471	Terreno ex tranvia Granatari	Villafranca Tirrena tra la progressiva 21955 e 22364	fg. 1 - mappa n. 650	mq. 770
202	474	Arenile, zona *B*, lotti dal n. 4 al n. 24	Gioiosa Marea, spiaggia S. Giorgio	fg. 11 - mappa n 170, 172, 173	mq. 2077
203	477	Terreno ex batteria Tremonti	Messina, Tremonti	sez. A n. 8, 9, 11, 4, 2. Sez. H. n. 2/1, 5, 6/1, 6/11 - fg. 100 part. 385/b e 386	mq. 12.200
204	481	Terreno annesso all'ex Batteria Capo d'Alì	Alì Marina, contrada Impromile	mappa n. 114, 204/b, 205, 206, 285/b, 387	mq. 6.610
205	484	Terreno ex batteria Lacagnina	Messina, Chianazzo Spartà	sez. I - mappa 931, 932/1, 932/2	mq. 3.405
206	485	Id.	Id.	sez. E - mappa 230/1-*a* 231/1-*a*, 232/1-*a*	mq. 5.029
207	486	Id.	Id.	—	mq. 2.130
208	487	Id.	Id.	sez. A - mappa n. 929/1, 929/2, 822/1, 822/2 28	mq. 6.743
209	488	Id.	Id.	—	mq. 1.518
210	501	N. 4 appezzamenti di terreno	Novara Sicilia, contrada Piano, Verna, Ceccomagro, Serragrava, S. Giacomo o Sarzino	art. 8828, fg. 9, 8, 15	mq. 13.770
211	502	Casetta rustica	Motta Camastra, via Quarto Grande	fg. 16, mappa 826	vani 1, mq. 24
212	503	Fondicello rustico	Motta Camastra, contrada Cosentino	art. 3764 - fg. 7 - mappa 8	mq. 6.040
213	504	Fondo rustico	Motta Camastra, contrada Cremisa	fg. 6 - mappa n. 473	are 32
214	506	Bottega	Messina, viale S. Martino, n. 42	art. 21502 - fg. 233 partic. 12/1	vano p.t., mq. 37,50
215	507	Fabbricato	Mili S. Marco	art. 3360 - fg. 168 part. 188	vano 1 p.t. e vani 2 a 1° piano
216	508	Magazzino (Cantinato)	Messina, via Centonze isolato 218, n. 7	fg. 225 - part. 105/8	vani 1 ampio + 7
217	529	Arenile, zona IX	Spiaggia di Furnari	fg. 1 - mappa 1-*bis*	mq. 3.700
218	531	Id. zona XI	Furnari, spiaggia contrada Piena	fg. 1 - mappa 15, 38, 43 1/b	mq. 20.799
219	535	Id. lotto VII	Castroreale, contrada Marchesana	fg. 5 - partic. 12, 13, 14 e n. 1 parte	mq. 7.816,65
220	536	Id. lotto VIII	Castroreale	fg. 5 - partic. 1	mq. 3.740
221	537	Tre fondicelli	Tusa, località Acqua Fico o Sclà Gatto il I e II Pomazzo il III	fg. 25 - n. 355 - fg. 26 n. 33 e 105, 106, 107 e 108	ett. 1.90.55
222	555	Arenile, lotto XI	Castroreale, località Tonnarella o Marchesana	fg. 1 - mapp. 1 - fg. 2 - mapp. 1	mq. 6.974,20+6.077,80 totale mq. 13.052
223	588	Relitto terreno ex tranvia Granatari Barcellona	Messina, contrada Sigasso	fg. IV - partic. 951, 952	mq. 370
224	600	Relitto terreno	Messina, Batteria Agliastri	fg. 102	mq. 290
225	601	Id.	Id.	fg. 102	mq. 360
226	691	Arenile, lotto I	Castroreale, località Marchesana	fg. 6 - partic. 1	mq. 5.228
227	693	Area fabbricabile	Letojanni, via Luigi Rizzo	fg. 2 - partic. 347 (porzione)	mq. 54

Numero d'ordine	Numero scheda	DENOMINAZIONE	Località	Dati catastali	Superficie o numero vani
		PROVINCIA DI PALERMO			
228	4	Ex Polveriera	Cefalù, località dietro il Castello	fg. 1 - partic. 94	vani 3
229	10	Fabbricato detto « Casa Nicolini » . .	Palermo, vicolo II di Spagna nn. 9, 11, 12 e 15	partic. 2900 - 7 e 362 fg. 136	vani 4
230	12	Fabbricato detto « Casa La Monica »	Palermo, cortile I Germanò	part. 2900 - fg. 139 - partic. 441, 445 e 446	vani 5
231	13	Area fabbricabile ex casa Colvello . .	Palermo, vicolo Zingaro n. 12	part. 2900 - fg. 136 - mapp. 98	mq. 23,80
232	92	Fabbricato rurale Riserva Reale . .	Palermo, via Pietra Tagliata	part. 3761 - fg. 57 - part. 206	vani t. 3
233	93	Fabbricato e terreno seminativo . .	Palermo, C. Calatafimi	part. 3761 - fg. 57 - partic. 223, 223-a, 223-b e 223-c	vani 3, terr. mq. 400
234	99	Fabbricato ex Monastero S. Elisabetta	Palermo, vicolo Gesù e Maria n. 1	part. 5458 - fg. 136 - partic. 260/3	vani 6
235	102	Fabbricato ex Monastero dei Frati Minori di S. Francesco d'Assisi	Palermo, via Parlamento, n. 32	part. 5854 - fg. 141 - partic. 495	vani 46
236	123	Terreno seminativo ex feudo Scocciavacche	Corleone, ex feudo Scocciavacche	part. 2549 - fg. 507 - partic. 31, 32, 55	ett. 22.16.97
237	132	Terreno	Palermo, ex tenuta reale di Boccadifalco	fg. 141 - partic. 671, 672, 673, 739, 740	ett. 16.98.90
238	155	Ruderi di Molino	Palermo, Sambucio	partita 4253 - fg. 68 - part. 251	are 4.96
239	178	Terreno	Palermo, località Boccadifalco (ex riserva reale) Podere Margio	fg. 142 - partic. 17, 18, 19	ett. 3.19.90
240	187	Id.	Palermo, località Boccadifalco (ex riserva reale). Terreno denominato Chiusa del Bosco	fg. 140 - partic. 89, 90	ett. 0.67.60
241	199	Fabbricato rurale	Palermo, casina detta Vaccheria in località Boccadifalco (ex riserva reale)	fg. 57 - partic. 198	ett. 0.07.78 vani terreni 11, 1° piano vani 7
242	223	Area ex Caserma Guardia di finanza, ruderi di fabbricato	Terrasini, S. Cataldo, strada provinciale Terrasini-Partinico	part. 855 - fg. 19 - partic. 42	mq. 89
243	231	Area di risulta dell'ex Convento del Carminiello	Palermo, piazza Bologna	fg. 137 - partic. 54	mq. 834
244	242	Ex Molino Falco, frutteto	Palermo, via Altarella di Baida n. 166 (Boccadifalco)	part. 7615 - fg. 57 - partic. 26	mq. 461
245	249	Bottega	Palermo, via Maqueda, n. 328	part. 4795 - fg. 131 - partic. 893	vani 1
246	259	Terreno pascolo	Termini, fiume Torto	part. 4380 - fg. 28 - partic. 137	ett. 2.42.44
247	265	Ruderi Villaggio agricolo Borgo Littorio	Corleone, Guddemi	part. 15449 - fg. 42 - partic. 77	are 33,80
248	266	Villaggio agricolo Regalmici	Castronovo, Regalmici	fg. 35 - partic. 9 (parte) 17 (parte)	vani 63
249	284	Terreno	Roccamena, località Serra di Ferina	fg. 13 - partic. 144	are 17,15
250	285	Fabbricato	Roccamena, via C. Colombo, 62	fg. 2 - partic. 82	vani 2 p.t.
251	286	Terreno	S. Flavia, località Fondachello	fg. 8 - partic. 120 e 121	are 23,99
252	322	Fabbricato	Monreale, piazzetta Tre Canali nn. 12-14	fg. 21 - partic. 390, 396	vani 4 più stalla

Numero d'ordine	Numero scheda	DENOMINAZIONE	Località	Dati catastali	Superficie o numero vani
253	324	Terreno	Palermo, località Denesinni	fg. 56 - partic. 484 - part. 4264	mq. 13
254	332	Terreno libero	Altofonte, località Piano Ferla	fg. 28 - part. 137 e 138	are 16,76
255	353	Terreno	Misilmeri, località Feotto Cannita o Bascone	fg. 6 - partic. 171, 439	are 14,34
256	355	Id.	Altofonte, località Piano Ferla I	fg. 25 - partic. 151	are 30,36

PROVINCIA DI RAGUSA

Numero d'ordine	Numero scheda	DENOMINAZIONE	Località	Dati catastali	Superficie o numero vani
257	42	Arenile nella spiaggia di Micenci . . .	Scicli, borgata di Donnalucata	fg. XCVII - mappa n. 16, 17 e parte del 18	mq. 1.599
258	44	Fabbricati e terreni già Kopp . . .	Ragusa, Castelluccio	fg. 224 - partic. 2, 6, 8, 9, 10, 7, 11, 12, 13, 23-a, 23-b - fg. 225 - partic. 10, 12, 13, 14, 15-a, 15-b, 31 e 32 - fg. 264 - partic. 1, 4, 5, 6, 7 e 14	ett. 114.28.71
259	45	Id.	Scicli, Finocchito e Fortuniello (o Palvizini)	fg. 1 - partic. 7, 14, 30, 31, 32, 33 e 34 - fg. 2 - partic. 2 - fg. 3 - partic. 10	ett. 6.65.66
260	91	Relitto fabbricato urbano	Ragusa, via Scale S. Maria, 2	fg. 101 - all. A - mapp. 1586/2	mq. 8,98

PROVINCIA DI SIRACUSA

Numero d'ordine	Numero scheda	DENOMINAZIONE	Località	Dati catastali	Superficie o numero vani
261	68	Batteria S. Giovannello, fabbricato e terreno	Siracusa, via Gilippo	art. 667 - fg. 9 - mapp. 351	vani 18 + tettoia mq. 2.390
262	92	Fabbricato con piazzale antistante denominato « Scuderia Vigliena »	Siracusa, via Nizza nn. 21 e 23	art. 67 - fg. 11 - mapp. 1452	vani 4
263	123	Selva Eremo S. Lucia (terreno) . .	Noto, contrada S. Lucia	fg. 9, art. 4253, 4091 - mappa 75	mq. 5.170
264	124	Ex Convento dei Padri Agostiniani (fabbricato)	Siracusa, via Nizza n. 12	art. 17063 - fg. 9 - part. 1290 e 1283	vani 39
265	125	Ex Convento S. Antonio	Noto, via Garibaldi n. 19	art. 803/146 - fg. 2 - partic. 1927	vani 70 (mq. 2500)
266	142	Terreno antistante il palazzo delle poste	Siracusa, via dei Mille	art. 667	mq. 40
267	180	Chiesa di S. Antonio aperta al culto	Noto, via Cavour e via Galilei	C. V. mappa N	mq. 200

PROVINCIA DI TRAPANI

Numero d'ordine	Numero scheda	DENOMINAZIONE	Località	Dati catastali	Superficie o numero vani
268	4	Fabbricato diruto Torre Tre Fontane	Castellammare del Golfo sud-ovest della frazione Scopello	fg. 3, partic. 120	mq. 20, vani 1
269	5	Torre Impriso, rudere	S. Vito Lo Capo	fg. 30 - mappa 8	ett. 0.01.40, vani 1
270	17	Fabbricato diruto	Marsala, via degli Stabilimenti	fg. 204 - partic. 10	mq. 100, vani 8

Numero d'ordine	Numero scheda	DENOMINAZIONE	Località	Dati catastali	Superficie o numero vani
271	20	Ex Caserma Guardia di finanza (fabbricato diruto)	Marsala, località Giardinello	fg. 405 - partic. 222	mq. 550
272	75	Terreno seminativo IV classe . . .	Gibellina, monte Blandina	fg. 27 - partic. 149	ett. 0.43.80
273	98	Ex stabilimento enologico (fabbricato)	Marsala, contrada S. Carlo	fg. 194 (catasto terr.) partic 35 e 36	vani 44
274	123	Torre Cofano	Erice, località presso Monte Cofano	fg. 142 - partic. 18	vano terr. 1
275	125	Terreno	Erice, località Bonagia	fg. 129 - mappa 233	ett. 1.89.40
276	130	Torre Vecchia	Erice, S. Vito Lo Capo	fg. 1 - mappa 66	vani 1, mq. 57
277	131	Terreno incolto	Gibellina, contrada Schifo e stazione FF.SS.	fg. 40 - partic. 138	ett. 0.19.30
278	132	Torre Sceri (ruderi)	Erice, località Giardinello	fg. 8, partic. 91	vano terreno 1
279	134	Terreno seminativo	S. Ninfa, piano Bonatore	fg. 36 - partic. 36 e 42	parte 36 ha. 0.83.60 parte 42 ha. 0.66.20
280	135	Terreno seminativo IV classe . . .	S. Ninfa, località Menta	fg. 25 - partic. 25	ett. 0.27.30
281	136	Id. II classe . . .	Partanna, località Tremoli o feudo Calandra	fg. 3 - partic. 55	ett. 0.98.60
282	137	Id. IV classe. . .	S. Ninfa, località Zafferano	fg. 22 - partic. 78	ett. 0.21.00
283	138	Id. II classe . . .	Salemi, località Bovarella	fg. 125 - partic. 230, 231 e 46	ett. 0.92.49
284	139	Id. III classe . . .	Marsala, località Misilla	fg. 175 - mappa 379	ett. 0.09.60
285	140	Id. III classe . . .	Id.	fg. 175 - mappa 380	ett. 0.07.60
286	151	Terreno seminativo	Erice, località Ragosia	fg. 176 - partic. 146 e 147	are 11.80
287	152	Id.	Id.	fg. 176 - partic. 143	are 6.08
288	153	Id.	Id.	fg. 176 - partic. 144	are 6.57
289	154	Id.	Id.	fg. 176 - partic. 145	are 23.07
290	155	Id.	Id.	fg. 176 - partic. 148	are 6.02
291	156	Id.	Id.	fg. 176 - partic. 137	are 11.43
292	178	Fabbricato urbano	Castelvetrano, via Cordova	fg. 3 - mappa 961	vani terr. 4, 1° piano 8, mq. 110
293	179	Terreno ex feudo Guardiola (pascolo)	Campobello di Mazzara, località Pellegrino	fg. 9 - mappa 65	ett. 7.64.70
294	180	Id.	Id.	fg. 10 - mappa 21 e 27	ett. 2.54.20
295	181	Id.	Id.	fg. 6 - mappa 109	ett. 2.53.40
296	182	Area di risulta ex Chiesa dei Gesuiti di via del Collegio distrutta dai bombardamenti	Marsala, via Pipitone e via Rapisardi	fg. 204 - all. C - part. A - N.C.E.U.	mq. 1.250

Visto, *il Ministro per il tesoro*
COLOMBO

Visto, *il Ministro per le finanze*
PRETI

Visto, *l'Assessore alle finanze della Regione siciliana*
PIZZO

DECRETO MINISTERIALE 23 maggio 1967.

Approvazione del nuovo statuto dell'Istituto di credito per il finanziamento a medio termine alle medie e piccole industrie delle Marche, ente di diritto pubblico, con sede in Ancona.

IL MINISTRO PER IL TESORO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA, IL COMMERCIO E L'ARTIGIANATO

Vista la legge 22 giugno 1950, n. 445;

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e le successive modificazioni ed integrazioni, nonchè il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visti lo statuto dell'Istituto di credito per il finanziamento a medio termine alle medie e piccole industrie delle Marche, ente di diritto pubblico, con sede ad Ancona, approvato con decreto ministeriale 5 maggio 1953 e le successive modificazioni ed integrazioni;

Vista la deliberazione adottata in data 17 dicembre 1966 dall'assemblea straordinaria degli enti partecipanti al predetto Istituto regionale;

Vista la deliberazione assunta dal Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio nella riunione del 14 aprile 1967;

Decreta:

E' approvato il nuovo statuto dell'Istituto di credito per il finanziamento a medio termine alle medie e piccole industrie delle Marche, con sede ad Ancona, in conformità del testo allegato che costituisce parte integrante del presente decreto.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 23 maggio 1967

Il Ministro per il tesoro
COLOMBO

Il Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato
ANDREOTTI

Statuto dell'Istituto di credito per il finanziamento a medio termine alle medie e piccole industrie delle Marche, ente di diritto pubblico, con sede ad Ancona.

Costituzione e scopo dell'Istituto

Art. 1.

Ai fini ed agli effetti della legge 22 giugno 1950, n. 445, è costituito un Ente di diritto pubblico denominato « Istituto di credito per il finanziamento a medio termine alle medie e piccole imprese delle Marche » più brevemente denominato « Mediocredito regionale delle Marche ».

Fanno parte dell'Istituto tutte le Casse di risparmio delle Marche, che l'hanno promosso, lo Stato ai sensi dell'art. 11 della legge 30 luglio 1959, n. 623, e l'Istituto di credito delle Casse di risparmio italiane, successivamente ammesso.

Potranno parteciparvi quegli altri Istituti ed Enti esercenti il credito e l'assicurazione che siano debitamente autorizzati dai rispettivi organi di vigilanza e ammessi all'assemblea con le modalità di cui alla lettera *i*) dell'art. 13.

Art. 2.

L'Istituto ha personalità giuridica propria e sede in Ancona.

Art. 3.

L'Istituto ha durata illimitata.

Art. 4.

Scopo dell'Istituto è la concessione di crediti a medio termine alle medie e piccole imprese al fine di mettere in valore risorse economiche e possibilità di lavoro nel territorio delle Marche.

Mezzi finanziari e operazioni dell'Istituto

Art. 5.

Il fondo di dotazione dell'Istituto è di L. 2.242.000.000 (duemiliardiduecentoquarantaduemilioni) ed è costituito dalla quota di L. 1.140.000.000 (unmiliardocentoquarantamilioni) conferita dallo Stato ai sensi dell'art. 11 della legge 30 luglio 1959, n. 623, e da quote di partecipazione nominative indivisibili da L. 1.000.000 (unmilione) ciascuna sottoscritte dagli altri Enti partecipanti nella seguente misura:

Cassa di risparmio Anconitana	n.	83	L.	83.000.000
Cassa di risparmio di Ascoli Piceno	»	128	»	128.000.000
Cassa di risparmio di Fabriano e Cupramontana	»	63	»	63.000.000
Cassa di risparmio di Fano	»	63	»	63.000.000
Cassa di risparmio di Fermo	»	81	»	81.000.000
Cassa di risparmio di Jesi	»	103	»	103.000.000
Cassa di risparmio di Loreto	»	31	»	31.000.000
Cassa di risparmio della provincia di Macerata	»	225	»	225.000.000
Cassa di risparmio di Pesaro	»	125	»	125.000.000
Istituto di credito delle Casse di risparmio italiane	»	200	»	200.000.000
	n.	1.102	L.	1.102.000.000

Il fondo di dotazione potrà essere aumentato con delibera dell'assemblea straordinaria dei partecipanti. La partecipazione dello Stato al fondo di dotazione sarà annualmente incrementata della quota di utile di esercizio ad esso spettante ai sensi dell'art. 13 della legge 30 luglio 1959, n. 623.

La responsabilità dei partecipanti all'Istituto è limitata alle quote di partecipazione assunte. Non è ammessa la cessione di quote se non a favore di altro Ente partecipante, previa offerta delle quote stesse a tutti i partecipanti in proporzione delle quote sottoscritte. Tuttavia la cessione stessa non può aver luogo se non con il consenso dell'Assemblea dei partecipanti dell'Istituto.

Il versamento delle quote sottoscritte dovrà essere effettuato su richiesta del Consiglio di amministrazione entro dieci giorni dalla data di invito ed in unica soluzione. Se un eventuale aumento del fondo di dotazione non è integralmente sottoscritto nel termine previsto dalla deliberazione, i sottoscrittori sono liberati dall'obbligo assunto, a meno che nella deliberazione stessa non sia altrimenti disposto.

Art. 6.

L'Istituto, per l'espletamento delle singole operazioni e di tutti gli incombenti accessori, si avvale dell'organizzazione periferica degli Istituti partecipanti, dai quali è rappresentato localmente in conformità di apposite convenzioni da stipulare, nelle quali verranno anche determinati i compensi relativi.

Art. 7.

L'Istituto provvede alla concessione del credito:

a) con il fondo di dotazione e con i fondi di riserva;

b) con la emissione di obbligazioni e di buoni fruttiferi, nominativi ed al portatore, previa osservanza delle modalità e delle limitazioni stabilite dall'Organo di vigilanza. Le obbligazioni emesse dall'Istituto sono parificate ad ogni effetto alle cartelle fondiarie. Esse sono ammesse di diritto alle quotazioni di borsa, sono comprese fra i titoli sui quali l'Istituto di emissione ha facoltà di concedere anticipazioni e possono essere accettate quali depositi cauzionali dalle pubbliche Amministrazioni;

c) con le aperture di credito in conto corrente eventualmente accordate dai partecipanti nei limiti e con le formalità previsti dalle rispettive norme statutarie.

E' vietata all'Istituto la raccolta del risparmio sotto qualsiasi altra forma.

L'Istituto può compiere con l'Istituto centrale per il credito a medio termine (Mediocredito centrale) di cui alla legge 25 luglio 1952, n. 949, e successive modificazioni, tutte le operazioni previste dalle norme concernenti detto Istituto.

Art. 8.

Per il raggiungimento dei propri fini, l'Istituto può compiere, nei confronti delle imprese operanti nella sua zona di competenza territoriale e, con le limitazioni stabilite dall'art. 5 della legge 22 giugno 1950, n. 445, e successive modificazioni, le seguenti operazioni attive:

a) mutui od aperture di credito assistiti da garanzie mobiliari od immobiliari o anche, eccezionalmente, da garanzie personali;

b) sovvenzioni e sconti cambiari;

c) sottoscrizione di titoli obbligazionari all'atto dell'emissione;

d) riporti ed anticipazioni su titoli di Satto, titoli obbligazionari, nonchè sconti di buoni ordinari del Tesoro;

e) prestiti per l'acquisto di macchinario, con garanzia sul macchinario stesso ai sensi ed agli effetti dell'art. 2762 del Codice civile, nonchè operazioni di smobilizzo di crediti derivanti da vendita di macchinari ai sensi della legge 13 maggio 1965, n. 431, e delle successive disposizioni;

f) operazioni di finanziamento all'esportazione ai sensi della legge 5 luglio 1961, n. 635, e legge 1° agosto 1959, n. 703, e successive modificazioni ed integrazioni;

g) ogni altra operazione prevista dalle vigenti leggi e da leggi successive od autorizzata dall'organo di vigilanza.

L'Istituto, previa autorizzazione dell'organo di vigilanza, può inoltre:

1) concorrere alla costituzione di società finanziarie aventi sede nel territorio di cui all'art. 4 e per fine di promuovere lo sviluppo dell'industria nel territorio medesimo, nonchè sottoscrivere eventuali aumenti di capitale delle società medesime.

Le somme da impiegarsi nelle operazioni di cui al comma precedente non possono globalmente in alcun momento superare la misura del 10 per cento del fondo di dotazione, quale risulta ogni anno dal bilancio approvato;

2) acquistare e costruire immobili per uso dei propri uffici, nonchè compiere, sempre con esclusivo riferimento ai propri uffici, qualsiasi operazione immobiliare;

3) acquistare o vendere beni, anche immobili in sede di realizzazione dei propri crediti, da alienare comunque entro un decennio dall'acquisto.

Salvo diversa determinazione dell'organo di vigilanza, la durata massima delle singole operazioni non può superare il termine previsto dalle leggi in vigore.

E' inibito comunque l'esercizio del credito per la durata inferiore ad un anno.

Art. 9.

L'Istituto gode delle agevolazioni di cui all'art. 6 della legge 22 giugno 1950, n. 445, della legge 27 luglio 1962, n. 1228, e successive modificazioni.

Organi dell'Istituto

Art. 10.

Sono organi dell'Istituto:

a) l'assemblea dei partecipanti;

b) il Consiglio di amministrazione;

c) il Comitato esecutivo;

d) il presidente;

e) il Collegio sindacale;

f) il direttore.

Assemblee

Art. 11.

L'assemblea è costituita dai rappresentanti degli Enti partecipanti; essi dispongono di un voto per ogni quota del fondo di dotazione di nominali L. 1.000.000 di cui risultino titolari quindici giorni prima della data dell'assemblea.

Ogni partecipante può farsi rappresentare all'assemblea da un altro partecipante mediante delega conferita anche a mezzo di semplice lettera.

Nessun partecipante potrà avere più di una delega.

Art. 12.

Le assemblee sono ordinarie e straordinarie. Esse sono presiedute dal presidente del Consiglio di amministrazione o da chi lo sostituisce ai termini del vigente statuto.

Art. 13.

Spetta all'assemblea:

a) procedere alla nomina del presidente, del vice presidente e dei componenti il Consiglio di amministrazione di nomina elettiva;

b) procedere alla nomina dei sindaci di sua competenza;

c) approvare il bilancio dell'Istituto;

d) provvedere al riparto degli utili netti conseguiti;

e) determinare la misura delle medaglie di presenza e delle diarie che siano assegnate ai componenti il Consiglio di amministrazione ed il Comitato esecutivo per l'intervento alle riunioni, stipulazioni od atti e per l'espletamento delle altre mansioni inerenti l'attività dell'Istituto. Ciascun amministratore avrà diritto ad una sola medaglia di presenza o diaria per giorno, anche se sia intervenuto nella medesima giornata a più riunioni od atti;

f) determinare il compenso dei sindaci effettivi;

g) deliberare sull'aumento del fondo di dotazione, stabilendone le relative modalità;

h) deliberare le modifiche del presente statuto che andranno poi approvate con le modalità di cui all'art. 1 della legge 22 giugno 1950, n. 445;

i) decidere a maggioranza di due terzi delle quote presenti sulle domande di partecipazione eventualmente avanzate dagli Enti indicati all'art. 1;

l) deliberare su qualunque altro oggetto iscritto all'ordine del giorno.

Art. 14.

L'assemblea ordinaria è convocata entro il mese di aprile per deliberare in particolare sugli oggetti di cui all'art. 13, commi *a*), *b*), *c*), *d*), *e*), *f*).

Le assemblee straordinarie sono convocate ogni qualvolta il Consiglio di amministrazione lo creda necessario o ne sia fatta domanda motivata dal Collegio sindacale o da enti partecipanti che rappresentino almeno un quinto del fondo di dotazione dell'Istituto, nei quli ultimi due casi l'adunanza avrà luogo entro trenta giorni dalla presentazione della richiesta.

Art. 15.

La convocazione delle assemblee è fatta a mezzo di lettera raccomandata da spedire ai partecipanti al loro domicilio almeno quindici giorni prima della data fissata per la riunione.

La lettera di convocazione deve indicare la data, l'ora, il luogo della riunione e contenere l'elenco degli affari da trattare.

Art. 16.

Per la validità delle assemblee ordinarie e straordinarie occorre la presenza di tante quote di partecipazione che rappresentino almeno la metà del fondo di dotazione; per la validità delle relative deliberazioni occorre il voto favorevole della maggioranza delle quote presenti all'assemblea.

Gli amministratori non possono votare nelle deliberazioni riguardanti la loro responsabilità.

I partecipanti non possono votare ogni qualvolta abbiano interessi in conflitto con quelli del Mediocredito Regionale delle Marche.

Consiglio di amministrazione

Art. 17.

Il Consiglio di amministrazione è composto del presidente del vice presidente e di sette consiglieri.

Sono membri di diritto del Consiglio di amministrazione il rappresentante nominato con decreto del Ministro per il tesoro, ai sensi dell'art. 13 della legge 30 luglio 1959, n. 623, il rappresentante nominato dall'Istituto di credito delle Casse di risparmio italiane ed i rappresentanti delle quattro Casse di risparmio che in ciascuna delle quattro provincie delle Marche detengono la quota maggiore del capitale di partecipazione.

Gli altri tre componenti del Consiglio di amministrazione saranno eletti dall'assemblea, con criteri di avvicendamento tra i rappresentanti degli Istituti partecipanti.

Ciascuna Cassa di risparmio non potrà partecipare al Consiglio con più di un rappresentante.

Art. 18.

Tutte le cariche sono gratuite. Ai componenti il Consiglio spetta nei casi previsti una medaglia di presenza cui va aggiunta, per coloro che risiedono fuori di Ancona, la diaria ed il rimborso delle spese di viaggio.

Art. 19.

Gli amministratori non possono essere fra loro parenti od affini fino al terzo grado incluso, non possono altresì far parte del Consiglio i membri del Parlamento, i funzionari ed impiegati dello Stato, ad eccezione di quello nominato con decreto del Ministro per il tesoro, ai sensi dell'art. 13 della legge 30 luglio 1959, n. 623, o di altri enti pubblici, i parenti fino al terzo grado incluso dei sindaci, del direttore e dei dipendenti dell'Istituto.

Art. 20.

I membri del Consiglio di amministrazione durano in carica tre anni e possono essere confermati.

Tutti i membri del Consiglio di amministrazione continuano a rimanere nell'ufficio sino alla approvazione del bilancio relativo all'esercizio finanziario nel corso del quale scade il termine dei rispettivi mandati e, occorrendo, sino a che entrino in carica i loro successori.

Art. 21.

Per la sostituzione degli amministratori in caso di vacanza, si applicheranno le seguenti norme:

se trattasi di membro di diritto provvederà l'ente al quale apparteneva il membro cessato.

Gli amministratori rappresentanti membri di diritto, come sopra subentrati durante il triennio, assumono l'anzianità di nomina di quelli sostituiti.

se trattasi di membro elettivo, provvederà per cooptazione lo stesso Consiglio di amministrazione, con l'osservanza, ove del caso, delle norme di cui all'art. 2386 Codice civile e del presente statuto.

Gli amministratori rappresentanti membri elettivi subentrati per cooptazione, durano in carico fino all'assemblea successiva.

Gli amministratori subentrati in conformità del precedente comma, nominati dall'assemblea, assumono anche essi l'anzianità di nomina di quelli sostituiti.

Art. 22.

Le adunanze del Consiglio sono convocate con biglietto contenente l'ordine del giorno, da spedire a mezzo raccomandata, ai membri ed ai sindaci, al loro domicilio, almeno cinque giorni innanzi la riunione.

Nei casi di urgenza la convocazione può essere effettuata anche telegraficamente, senza rispetto del termine di cui al comma precedente.

Il Consiglio di amministrazione si ruinisce almeno una volta ogni tre mesi.

Per la validità delle deliberazioni è necessaria la presenza della maggioranza dei membri del Consiglio.

Le votazioni su questioni concernenti persone sono fatte a scrutinio segreto.

Le deliberazioni si prendono a maggioranza assoluta dei presenti. In caso di parità, nelle votazioni palesi prevale il voto di chi presiede e nelle votazioni segrete la proposta si intende respinta.

Gli amministratori non possono votare ogni qualvolta gli Enti che rappresentano abbiano interessi in conflitto con quello dell'Istituto.

Art. 23.

Il Consiglio di amministrazione è investito del più ampio mandato per tutto ciò che non è riservato all'assemblea.

Spetta in particolare al Consiglio:

a) designare un consigliere per la sostituzione del presidente e del vice presidente in caso di loro contemporanea assenza od impedimento;

b) approvare i regolamenti occorrenti per disciplinare lo ordinamento e l'attività dell'Istituto;

c) nominare il direttore ed il personale di qualunque grado di cui sia ritenuta indispensabile la assunzione alle dirette dipendenze, fissandone i requisiti, le attribuzioni, il trattamento economico di quiescenza, provvedere alle promozioni e deliberare sulla cessazione del rapporto di impiego;

d) delegare mansioni di carattere esecutivo a Istituti partecipanti ed approvare le relative convenzioni di cui all'art. 6 del presente statuto;

e) determinare la competenza del Comitato esecutivo e fissare il turno annuale dei consiglieri elettivi che andranno a comporlo;

f) determinare i criteri generali per la concessione del credito;

g) fissare i saggi di interesse da applicare sulle operazioni attive e approvare quelli da corrispondere sulle operazioni passive;

h) deliberare sulle operazioni di credito munite del parere del Consiglio di amministrazione della Rappresentanza che eccedono i limiti di competenza attribuiti al Comitato esecutivo;

i) deliberare sulla cancellazione, riduzione delle ipoteche, rinuncia a privilegi, a pegni ed altre garanzie, quando permanga un credito dell'Istituto;

l) deliberare sulla emissione delle obbligazioni e dei buoni fruttiferi fissandone le modalità, le condizioni ed i saggi di interesse;

m) deliberare sulle aperture di credito in conto corrente concordandone le modalità e le condizioni;

n) deliberare sul risconto del portafoglio e sulla cessione dei crediti non cambiari al Mediocredito centrale;

o) deliberare sulle liti da promuovere o da sostenersi autorizzando il presidente o chi per esso a stare in giudizio, nonchè a transigere, a rinunciare, ecc.;

p) formare i bilanci e le relazioni e quanto altro deve formare oggetto di esame o di discussione da parte dell'assemblea dei partecipanti;

q) deliberare sulle alienazioni dei beni immobili provenienti da subasta;

r) deliberare sui contratti di compravendita di immobili di cui all'art. 8 del presente statuto;

s) convocare, ogni volta ne ravvisi l'opportunità, i direttori degli Istituti partecipanti in funzione di Comitato consultivo; in tal caso ai direttori, oltre al rimborso delle spese di viaggio, verrà liquidata la medaglia di presenza e la diaria nella stessa misura stabilita per i consiglieri di amministrazione;

t) provvedere, in genere, a tutto quanto occorre per il regolare funzionamento dell'Istituto e deliberare su ogni altro oggetto che nel presente statuto non sia stato espressamente riservato alla competenza dell'assemblea dei partecipanti.

Comitato esecutivo

Art. 24.

Il Comitato esecutivo è costituito dal presidente, dal vice presidente e da tre membri nominati annualmente dal Consiglio di amministrazione fra i propri componenti con criteri di avvicendamento.

Nel caso di vacanza, il Consiglio di amministrazione provvederà, nella prima adunanza successiva alla vacanza medesima, alla nomina dei membri in sostituzione, i quali assumeranno la anzianità di nomina di quelli sostituiti.

Art. 25.

Il Comitato esecutivo provvede alle gestione ordinaria dell'Istituto (in base alle leggi, al presente statuto ed alle norme fissate dal Consiglio di amministrazione) e delibera in particolare:

a) sulle operazioni di concessione di crediti munite del parere del Consiglio di amministrazione della Rappresentanza, nonchè di risconto del portafoglio e di cessione di crediti al Mediocredito centrale, entro i limiti di competenza e valore stabiliti al Consiglio;

b) su quanto altro eventualmente delegatogli dal Consiglio;

c) in via di assoluta urgenza, su affari di competenza del Consiglio di amministrazione — ivi compresi i finanziamenti — con l'intesa che, nella prima riunione dello stesso, deve chiedere la relativa ratifica.

Le deliberazioni del Comitato, adottate ai sensi delle precedenti lettere *a*), *b*) e *c*), sono prova legale di fronte ai terzi della esistenza della delega e, rispettivamente, dell'urgenza.

Art. 26.

Il Comitato è convocato con un biglietto di invito da spedirsi a mezzo raccomandata, ai suoi membri ed ai sindaci al loro domicilio almeno tre giorni prima della riunione.

In caso d'urgenza, la convocazione può essere effettuata con qualunque altro mezzo più celere senza rispetto dei termini di cui al comma precedente.

Per la validità delle deliberazioni è necessaria la presenza di almeno tre membri.

Le votazioni su questioni concernenti persone sono fatte a scrutinio segreto.

Le deliberazioni si prendono a maggioranza assoluta dei presenti.

In caso di parità, nelle votazioni palesi, prevale il voto di chi presiede e nelle votazioni segrete la proposta si intende respinta.

Il Comitato si riunisce almeno una volta al mese.

Ai componenti il Comitato spettano per la partecipazione alle sedute la medaglia di presenza, la eventuale diaria ed il rimborso spese di viaggio come per le riunioni di Consiglio. Questi compensi non sono cumulabili nello stesso giorno in cui si riuniscono Comitato e Consiglio.

Presidente

Art. 27.

Il presidente rappresenta l'Istituto di fronte ai terzi ed in giudizio, convoca e presiede l'assemblea dei partecipanti, il Consiglio di amministrazione ed il Comitato esecutivo, firma i verbali delle loro adunanze e vigila sulla esecuzione delle deliberazioni assunte.

Consente alla cancellazione delle ipoteche, alle surrogazioni da farsi a favore di terzi, alle cancellazioni delle trascrizioni dei precetti eseguiti dall'Istituto ed alla restituzione di pegni e di altre garanzie, sempre che il credito dell'Istituto risulti integralmente estinto.

In via d'assoluta urgenza il presidente ha facoltà di promuovere azioni giudiziarie e amministrative per ogni grado di giurisdizione e anche per giudizi di revocazione e di cassazione, di resistere a quelle promosse contro l'Istituto, sottoponendo il provvedimento per la ratifica al Consiglio nella prima riunione.

All'uopo, sempre nei casi d'assoluta urgenza, può transigere nei limiti fissati dal Consiglio di amministrazione nonchè conferire mandati generali o speciali alle liti.

Art. 28.

In caso di assenza o impedimento del presidente lo sostituisce il vice presidente. In mancanza od impedimento di entrambi, essi saranno sostituiti da un consigliere espressamente designato dal Consiglio di amministrazione.

Di fronte ai terzi, ed in particolare al Conservatore dei registri immobiliari, all'Amministrazione del debito pubblico e ad altri pubblici uffici, la firma del vice presidente costituisce la prova legale dell'assenza o dell'impedimento del presidente; la firma del consigliere designato costituisce la prova legale dell'assenza o dell'impedimento del presidente e del vice presidente.

Collegio sindacale

Art. 29.

Il Collegio dei sindaci è composto di tre membri effettivi e due supplenti.

Un sindaco effettivo ed uno supplente sono nominati con decreto del Ministro per il tesoro, sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio; gli altri sono nominati dall'assemblea dei partecipanti su designazione degli Istituti non rappresentati nel Consiglio, tra gli amministratori, sindaci e dirigenti degli stessi.

La presidenza del Collegio spetta al sindaco effettivo di nomina ministeriale.

Il Collegio sindacale esercita le funzioni previste dal Codice civile.

I sindaci debbono intervenire alle adunanze del Consiglio di amministrazione ed hanno facoltà di presenziare a quelle del Comitato.

I sindaci durano in carica tre anni e possono essere confermati.

Direttore

Art. 30.

All'Istituto è preposto un direttore il quale assiste alle assemblee dei partecipanti ed interviene con voto consultivo alle adunanze del Consiglio di amministrazione e del Comitato esecutivo.

Il direttore ha alle sue dipendenze tutto il personale; ordina e vigila il lavoro da compiere dal medesimo e più particolarmente attende ai seguenti compiti:

a) provvede alla esecuzione delle deliberazioni dell'assemblea dei partecipanti, del Consiglio di amministrazione e del Comitato esecutivo, nonchè alla esecuzione delle disposizioni impartite dal presidente e ne firma gli atti relativi;

b) riferisce al Comitato esecutivo ed al Consiglio di amministrazione su tutti gli affari sui quali detti organi sono chiamati a deliberare;

c) firma la corrispondenza ordinaria, gli ordinativi di incasso e di pagamento, le girate dei vaglia e dei titoli all'ordine e le quietanze;

d) dispone e disciplina i servizi, gli accertamenti, i contratti e le ispezioni occorrenti;

e) dà pareri e formula proposte su tutti i provvedimenti riguardanti il personale;

f) autorizza le spese di amministrazione di carattere ordinario entro i limiti fissati annualmente dal Consiglio di amministrazione;

g) redigere situazioni periodiche sulla situazione finanziaria e funzionale dell'Istituto e le presenta al Consiglio di amministrazione formulando eventuali proposte;

h) predispone il bilancio di ogni esercizio annuale entro il primo trimestre successivo e lo accompagna al Consiglio con una relazione illustrativa.

Art. 31.

In caso di assenza o di impedimento del direttore, le sue funzioni vengono assunte da un funzionario dell'Istituto designato dal Consiglio.

Di fronte ai terzi, la firma di chi sostituisce il direttore fa prova dell'assenza od impedimento del direttore stesso.

Bilanci - Utili - Liquidazione

Art. 32.

Ogni esercizio amministrativo ha inizio il 1° gennaio e termina il 31 dicembre di ogni anno.

Il bilancio di ciascun esercizio dovrà essere sottoposto al voto dell'assemblea degli enti partecipanti nell'adunanza ordinaria di aprile.

Art. 33.

Gli utili netti debbono essere assegnati:

1) per 3/10 alla formazione ed all'incremento di un fondo di riserva ordinaria, fino a che questo non abbia raggiunto il quinto del fondo di dotazione, ai sensi dell'art. 2428 del Codice civile;

2) per 6/10 ai partecipanti, quale dividendo sul fondo di dotazione conferito;

3) per 1/10, in parte alla formazione di un fondo di riserva straordinaria, ed in parte alla costituzione di un fondo a disposizione del Consiglio di amministrazione per la concessione di premi, sussidi e contributi ad iniziative dirette a favorire lo sviluppo ed il perfezionamento delle medie e piccole imprese delle Marche.

Art. 34.

L'assemblea dei partecipanti può deliberare lo scioglimento e la conseguente liquidazione dell'Istituto con deliberazione che abbia ottenuto una maggioranza di voti che rappresenti almeno i 2/3 del fondo di dotazione. La deliberazione per essere esecutiva dovrà riportare l'approvazione del Ministro per il tesoro di concerto col Ministro per l'industria, il commercio e l'artigianato, sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio. Le attività nette risultanti saranno ripartite tra i partecipanti in proporzione delle quote da ciascuno conferite.

Art. 35.

L'Istituto è sottoposto alla vigilanza in conformità delle disposizioni del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive norme integrative e modificative.

Per l'amministrazione straordinaria e la liquidazione dell'Istituto, valgono le disposizioni del predetto regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive norme integrative e modificative.

L'Istituto deve rimettere all'organo di vigilanza i verbali delle deliberazioni delle assemblee e del Consiglio di amministrazione, nonchè il bilancio annuale e le situazioni periodiche dei conti. Trascorsi dieci giorni dalla data dell'invio dei verbali senza che nessuna comunicazione sia pervenuta all'Istituto da parte dell'organo di vigilanza, le deliberazioni potranno essere eseguite.

Visto, *il Ministro per il tesoro*: COLOMBO

(6804)

DECRETO MINISTERIALE 27 maggio 1967.
Variazione degli imballaggi dei fiammiferi.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il regio decreto 11 marzo 1923, n. 560, e l'annessa convenzione;

Visto il regio decreto-legge 18 gennaio 1932, n. 14, convertito nella legge 7 aprile 1932, n. 356, e le annesse norme di esecuzione;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 ottobre 1944, n. 317;

Visto il decreto ministeriale 29 aprile 1965, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 121 del 15 maggio 1965;

Viste le proposte della Commissione tecnico amministrativa prevista dall'art. 2 del decreto legislativo luogotenenziale 12 ottobre 1944, n. 317;

Ritenuta la necessità di consentire alle fabbriche di fiammiferi la consegna del prodotto condizionato in imballaggi di cartone, oltre che in casse di legno come previsto dall'art. 29 delle norme annesse al regio decreto-legge 18 gennaio 1932, n. 14;

Decreta:

Articolo unico.

Le fabbriche di fiammiferi possono consegnare il prodotto anche condizionato in scatoloni di cartone che dovranno avere le caratteristiche di cui appresso:

Tipi base		Cerini	Svedesi	Minerva	Familiar
Scatoloni di cartone ondulato:					
contenuto pacchi	n.	20	20	20	10
peso del cartone non inferiore a . .	gr/mq	800	560	560	900
resistenza allo scoppio non inferiore a	kg/cmq	14	13	13	16

Gli scatoloni dovranno portare stampigliato all'esterno, su una delle due fiancate grandi o delle testate (escluso il fondo ed il coperchio) le indicazioni seguenti:

a) il nominativo della ditta fabbricante di fiammiferi e la sua sigla o marca di fabbrica;

b) il tipo di fiammiferi contenuto;

c) la località della fabbrica;

d) il peso lordo e netto;

e) la segnalazione di pericolo richiesta dalle Ferrovie dello Stato per il trasporto dei materiali infiammabili.

Sarà inoltre applicata su ogni scatolone una etichetta eguale a quella apposta sui pacchi in esso contenuti.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 27 maggio 1967

Il Ministro: PRETI

Registrato alla Corte dei conti, addì 19 *giugno* 1967
Registro n. 25 *Finanze, foglio n.* 252

(6879)

DECRETO MINISTERIALE 29 maggio 1967.
Variazione del condizionamento dei cerini ridotti in scatole da 50.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visti gli articoli 6 del regio decreto 11 marzo 1923, n. 560, e dell'annessa convenzione;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 ottobre 1944, n. 317;

Visto il decreto ministeriale 20 giugno 1932, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 168 del 22 luglio 1932;

Visto il decreto ministeriale 27 agosto 1953, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 237 del 15 ottobre 1953;

Visto il decreto ministeriale 10 dicembre 1959, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 302 del 15 dicembre 1959;

Visto il decreto ministeriale 29 aprile 1965, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 121 del 15 maggio 1965;

Viste le proposte della Commissione tecnico amministrativa prevista dall'art. 2 del citato decreto legislativo luogotenenziale 12 ottobre 1944, n. 317;

Ritenuta la necessità di autorizzare il condizionamento delle scatole da 50 cerini ridotti in astucci di cartoncino, oltre che di sfoglia di legno come previsto dai decreti ministeriali 20 giugno 1932, 27 agosto 1953 e 10 dicembre 1959;

Decreta:

Articolo unico.

Le scatole contenenti 50 cerini ridotti al fosforo amorfo — del tipo base istituito con il decreto ministeriale 20 giugno 1932, del tipo « carte da giuoco » istituito con decreto ministeriale 27 agosto 1953 e del tipo « augurale » istituito con decreto ministeriale 10 dicembre 1959 — possono essere condizionate anche in astucci di cartoncino aventi le seguenti caratteristiche:

dimensioni della scatola:

a) involucro: lunghezza mm. 42; larghezza millimetri 28; altezza mm. 12;

b) tiretto: lunghezza mm. 41; larghezza mm. 25; altezza mm. 10;

cartoncino dell'involucro e del tiretto:
bianco-grigio da gr. 350/360 per mq.;

spalmatura di pasta fosforica sulle due facce minori dell'involucro di mm. 37 × 10;

tolleranza massima nelle misure: 2 %.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 29 maggio 1967

Il Ministro: PRETI

Registrato alla Corte dei conti, addì 19 *giugno* 1967
Registro n. 25 *Finanze, foglio n.* 251

(6880)

DECRETO MINISTERIALE 14 giugno 1967.
Sostituzione di un membro della Commissione regionale di vigilanza per la Campania per l'edilizia popolare ed economica.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto il decreto legislativo 23 maggio 1964, n. 655, recante norme per la disciplina delle assegnazioni degli alloggi economici e popolari costruiti a totale carico dello Stato o con il suo concorso o contributo;

Visto il decreto ministeriale n. 5730 in data 20 novembre 1965, con il quale ai sensi degli articoli 19 e 20 del citato decreto legislativo è stata costituita presso il Provveditorato alle opere pubbliche di Napoli la Commissione regionale di vigilanza per l'edilizia economica e popolare;

Vista la lettera n. 2939 in data 26 aprile 1967, con la quale il dott. Gennaro Napolitano, direttore della Ragioneria regionale dello Stato di Napoli, nel far presente che a causa di molteplici compiti allo stesso affidati, non può svolgere le funzioni di membro della predetta Commissione, ha designato, in sua sostituzione, il dott. Renato Petrone, direttore di divisione dei ruoli centrali della Ragioneria generale dello Stato, in servizio presso la Ragioneria regionale di Napoli;

Ritenuto che occorre provvedere alla sostituzione di cui sopra;

Decreta:

Il dott. Renato Petrone, direttore di divisione in servizio presso la Ragioneria regionale dello Stato di Napoli, designato dal direttore della Ragioneria stessa, è nominato membro della Commissione regionale di vigilanza per l'edilizia economica e popolare per la Campania, in sostituzione del dott. Gennaro Napolitano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 14 giugno 1967

Il Ministro: MANCINI

(6946)

DECRETO MINISTERIALE 27 giugno 1967.

Limiti di importo e di giacenza in conti correnti bancari dei contributi statali di cui all'art. 2 della legge 6 agosto 1966, n. 629.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Veduta la legge 6 agosto 1966, n. 629, recante norme circa la tenuta dei conti correnti col Tesoro;

Considerata l'opportunità di autorizzare, a termini dell'art. 4 della predetta legge n. 629, gli Enti previsti dall'art. 2 della legge stessa, a trasferire somme tenute in conto corrente con il Tesoro in conti correnti presso le aziende e gli istituti di credito designati ai sensi del ripetuto art. 4;

Visto il decreto ministeriale n. 120232 del 24 novembre 1966, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 301 del 29 novembre 1966;

Decreta:

Articolo unico

Gli Enti di cui all'art. 2 della legge 6 agosto 1966, numero 629, sono autorizzati, fino al 31 dicembre 1967, a trasferire in conti correnti presso le aziende e gli istituti di credito designati ai sensi dell'art. 4 della citata legge, i contributi di cui al cennato art. 2, per importi non superiori ai contributi medesimi che affluiranno nei propri conti correnti con il Tesoro.

Il limite massimo di giacenza presso le aziende e gli istituti di credito degli importi trasferiti ai sensi del comma precedente è fissato al 31 dicembre 1967.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 27 giugno 1967

Il Ministro: COLOMBO

(7093)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Polverara ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1966

Con decreto ministeriale in data 22 giugno 1967 il comune di Polverara (prov. di Padova) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 8.740.470 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1966 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6979)

Autorizzazione al comune di Casalbuono ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 22 giugno 1967 il comune di Casalbuono (prov. di Salerno) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 4.534.025 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6980)

Autorizzazione al comune di San Mauro la Bruca ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 22 giugno 1967 il comune di San Mauro la Bruca (prov. di Salerno) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 5.120.489 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6981)

Autorizzazione al comune di Trentinara ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 22 giugno 1967 il comune di Trentinara (prov. di Salerno) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 4.573.178 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6982)

Autorizzazione al comune di Castiglione in Teverina ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 22 giugno 1967 il comune di Castiglione in Teverina (prov. di Viterbo) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 9.448.172 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6983)

Autorizzazione al comune di Villa San Giovanni ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 22 giugno 1967 il comune di Villa San Giovanni (prov. di Reggio Calabria) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 239.329.923 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6984)

Autorizzazione al comune di Sant'Agapito ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 22 giugno 1967 il comune di Sant'Agapito (prov. di Campobasso) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 8.758.905 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6985)

Autorizzazione al comune di Gonnoscodina ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 22 giugno 1967 il comune di Gonnoscodina (prov. di Cagliari) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 2.250.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6986)

Autorizzazione al comune di San Luca ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 22 giugno 1967 il comune di San Luca (prov. di Reggio Calabria) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 48.835.679 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6987)

Autorizzazione al comune di Portigliola ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 22 giugno 1967 il comune di Portigliola (prov. di Reggio Calabria) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 32.008.194 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6988)

Autorizzazione al comune di Melito Porto Salvo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 22 giugno 1967 il comune di Melito Porto Salvo (prov. di Reggio Calabria) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 90.012.255 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto degislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6989)

Autorizzazione al comune di San Giovanni di Gerace ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 22 giugno 1967 il comune di San Giovanni di Gerace (prov. di Reggio Calabria) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 24.268.560 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6990)

Autorizzazione al comune di Lizzano in Belvedere ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 22 giugno 1967 il comune di Lizzano in Belvedere (prov. di Bologna) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 18.528.759 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6991)

Autorizzazione al comune di Villa Latina ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 22 giugno 1967 il comune di Villa Latina (prov. di Frosinone) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 2.245.472 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6992)

Autorizzazione al comune di Fiuminata ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 22 giugno 1967 il comune di Fiuminata (prov. di Macerata) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 14.018.998 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6993)

Autorizzazione al comune di Montecreto ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 22 giugno 1967 il comune di Montecreto (prov. di Modena) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 21.078.375 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6994)

Autorizzazione al comune di Lisciano Niccone ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 22 giugno 1967 il comune di Lisciano Niccone (prov. di Perugia) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 10.037.060 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6995)

Autorizzazione al comune di Pennabilli ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 22 giugno 1967 il comune di Pennabilli (prov. di Pesaro) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 59.199.512 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6996)

Autorizzazione al comune di Tavullia ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 22 giugno 1967 il comune di Tavullia (prov. di Pesaro) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 46.658.145 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6997)

Autorizzazione al comune di Martone ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1967

Con decreto ministeriale in data 22 giugno 1967 il comune di Martone (prov. di Reggio Calabria) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 24.721.471 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1967 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(6998)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DEI TRASPORTI E DELL'AVIAZIONE CIVILE

AZIENDA AUTONOMA DELLE FERROVIE DELLO STATO

Nomina di un membro aggiunto per le prove facoltative di lingue estere (francese e inglese) in seno alle Commissioni esaminatrici per i concorsi pubblici a ufficiale navale e ufficiale macchinista.

IL DIRETTORE GENERALE
DELLE FERROVIE DELLO STATO

Visto lo stato giuridico del personale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato, approvato con legge 26 marzo 1958, n. 425, e successive modificazioni;
Visto il decreto ministeriale 19 dicembre 1958, n. 2716, contenente norme di applicazione dello stato giuridico del personale delle Ferrovie dello Stato e successive modificazioni;
Visto il decreto ministeriale 18 gennaio 1966, n. 273, registrato alla Corte dei conti, addì 2 febbraio 1966, registro n. 49, Ufficio riscontro ferrovie, foglio n. 310, con il quale sono stati indetti pubblici concorsi per esami e per titoli a complessivi centotrentaquattro posti per varie qualifiche iniziali del personale delle navi traghetto nei ruoli del personale dell'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato fra cui un concorso a undici posti di ufficiale navale e uno a undici posti di ufficiale macchinista;
Vista la propria deliberazione n. 26/P.2.1.1. in data 9 aprile 1966, con la quale sono state nominate le Commissioni esaminatrici per l'espletamento del pubblico concorso di cui sopra;

Delibera:

L'ispettore principale Maurizi dott. Fernando del Servizio commerciale e del traffico è nominato membro aggiunto delle Commissioni esaminatrici per i concorsi a ufficiale navale e ufficiale macchinista citati nelle premesse, per l'espletamento delle prove facoltative di lingue estere francese e inglese.

Roma, addì 4 giugno 1967

Il direttore generale: FIENGA

(6765)

MINISTERO DEI TRASPORTI E DELL'AVIAZIONE CIVILE

Revoca del concorso per titoli ed esami a dieci posti di ispettore principale in prova nel ruolo degli ispettori di volo della carriera direttiva dell'Ispettorato generale dell'aviazione civile.

IL MINISTRO
PER I TRASPORTI E L'AVIAZIONE CIVILE

Vista la legge 30 gennaio 1963, n. 141;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 5 giugno 1964, n. 567;
Visto il decreto ministeriale in data 1° dicembre 1966, registrato alla Corte dei conti il 30 dicembre 1966 (registro n. 6, foglio n. 150), con il quale è stato bandito il concorso per titoli ed esami a dieci posti di ispettore principale in prova nel ruolo degli ispettori di volo della carriera direttiva dell'Ispettorato generale dell'aviazione civile, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 32 del 6 febbraio 1967;
Considerato che alla scadenza del termine di giorni sessanta, previsto nell'art. 5 del decreto ministeriale precitato, risulta pervenuta una sola domanda di partecipazione e che, pertanto, è opportuno procedere alla revoca del concorso di cui sopra;

Decreta:

Articolo unico.

Il concorso per titoli ed esami a dieci posti di ispettore principale in prova nel ruolo degli ispettori di volo della carriera direttiva dell'Ispettorato generale dell'aviazione civile, indetto con il decreto ministeriale di cui alle premesse, è revocato.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 2 maggio 1967

Il Ministro: SCALFARO

Registrato alla Corte dei conti, addì 8 giugno 1967
Registro n. 7 Trasporti e aviazione civile, foglio n. 66

(6939)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI VICENZA

Variante alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Vicenza

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto che il dott. Antonio D'Onofrio, dichiarato vincitore con decreto n. 3039 del 3 aprile 1967 della condotta medica di Altissimo, ha rinunciato alla nomina;
Vista la graduatoria dei concorrenti dichiarati idonei, approvata con decreto n. 2790 in data 23 marzo 1967 e tenuto conto delle preferenze espresse dai concorrenti per le singole sedi;
Visto il testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281 e il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;
Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

Il dott. Francesco Lucio Pedaci, nato a Vernole il 2 aprile 1937, è dichiarato vincitore della condotta medica di Altissimo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della prefettura di Vicenza, del proprio Ufficio e del Comune interessato.

Vicenza, addì 5 giugno 1967

Il medico provinciale: CAROLA

(6619)

ANTONIO SESSA, *direttore* ACHILLE DE ROGATIS, *redattore*

Roma, - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.